

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	172
CABINET DU PREFET	172
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>172</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 001/2006/SIDPC DU 17 FEVRIER 2006 RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS	172
ARRETE PREFECTORAL N° 002/2006/SIDPC DU 17 FEVRIER 2006 RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS	172
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	174
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>174</i>
ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 24 MARS 1987 PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DE LA DERIVATION DES EAUX CAPTEES AU BENEFICE DE LA VILLE DE PONT-A-MOUSSON ET DE LA CREATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DES RESSOURCES AQUIFERES DE LA NAPPE ALLUVIALE D'ATTON ET DE LA SOURCE DU PERE HILARION A MONTAUVILLE EN CE QUI CONCERNE LE Puits DE LA NAPPE ALLUVIALE D'ATTON	174
ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA VEZOUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BLAMONT	175
ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA VEZOUE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE LUNEVILLE ET JOLIVET	175
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.) DE L'ETABLISSEMENT TITANITE DE MOUTIERS	175
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE AUX BRULES PAR LA COMMUNE DE DENEUVRE B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	176
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DU LAVOIR ET DE SAUSSOTTE PAR LA COMMUNE DE VAUDEMONT B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	178
ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT POUR LA VILLE DE LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY D'UN GROUPE DE TRAVAIL CHARGE D'ELABORER UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE	181
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EPANDAGE DES BOUES ISSUES DU TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA STATION D'EPURATION DE LA COMMUNE DE SERRES SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION PREALABLE AVEC PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	182
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>182</i>
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	182
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	183
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	183
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL	183
<i>TROISIEME BUREAU</i>	<i>183</i>
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	183
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	184
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES FISCAUX	185
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE	185
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE MEURTHE-ET-MOSELLE	186
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	187
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	187
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	188
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	189
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	190
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>190</i>
ARRETE RENOUELANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	190
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	190
AUTORISATION PREFECTORALE N° 170	193
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	193
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>193</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DU SAINTOIS SUITE A SA TRANSFORMATION EN SYNDICAT A LA CARTE	193

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS DU SEL ET DU VERMOIS	195
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE L'AMEZULE A EXERCER LA COMPETENCE « PERISCOLAIRE AVEC GARDE MATIN, SOIR ET SERVICE CANTINE A MIDI » ET LA MODIFICATION DES STATUTS EN CONSEQUENCE	195
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	196
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE CUTRY A TENIR UN REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES	196
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	196
ARRETE DU 23 JANVIER 2006 APPROUVANT LES MODIFICATIONS STATUTAIRES DU SYNDICAT DES EAUX DE SOMMERVILLER - VITRIMONT	196
ARRETE DU 23 JANVIER 2006 APPROUVANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE PARROY HENAMENIL DANS LE CADRE DE LA PRISE DE COMPETENCE « ACCUEIL PERISCOLAIRE »	197
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	197
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	197
DELIBERATION N° 33 / 05 DU 19 AVRIL 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DU CHU DE NANCY D'EVOLUTION D'UN SCANOGRAPHE DU SERVICE DE RADIOLOGIE DE L'HOPITAL DE BRABOIS	197
DELIBERATION N° 34 / 05 DU 19 AVRIL 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SOCIETE DE FAIT DES DOCTEURS MARQUIS, KESSLER ET BAUMANN A NANCY DE REMPLACEMENT DE L'APPAREIL DE TELE GAMMATHERAPIE PAR UN ACCELERATEUR DE PARTICULES DE 18 MEV	198
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	198
ARRETE N° 18 DU 4 JANVIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	198
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	199
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE	199
ARRETE REFUSANT A L'ASSOCIATION MOSELLANE D'AIDE AUX PERSONNES AGEES L'AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A HOMECOURT	199
ARRETE N° DISAS -SHD- REFUSANT A L'ASSOCIATION MOSELLANE D'AIDE AUX PERSONNES AGEES L'AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A HUSSIGNY-GODBRANGE	200
ARRETE REFUSANT A L'ASSOCIATION HOSPITALOR L'AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A VILLE-HOUDLEMONT	200
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	201
SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE	201
ARRETE DDASS / AES / N°2717 AUTORISANT L'EXTENSION DE LA CAPACITE D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX	201
ARRETE DDASS / AES / N°2914 PORTANT TRANSFERT AU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC « BIEN VIEILLIR EN PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS » DE L'AUTORISATION DE CREATION DU SSIAD DE COLOMBEY-LES-BELLES PRECEDEMMENT ACCORDEE A L'ASSOCIATION « AVENIR ET DEFENSE DU CANTON DE COLOMBEY-LES-BELLES »	202
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	202
ARRETE N° 02 DU 12 JANVIER 2006 - SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE	202
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	202
ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE DDSV 54- DR/06-03	202
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	203
DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL	203
DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL	203
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY	204
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME SIAM	204
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION « ETUDES STATISTIQUES » DU SYSTEME SIAM	204
DU SYSTEME INFORMATIONNEL DE L'ASSURANCE MALADIE (SIAM)	205
DELIBERATION N° 96-002 DU 16 JANVIER 1996 PORTANT AVIS SUR UN PROJET D'ACTE REGLEMENTAIRE MODIFICATIF PRESENTE PAR LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAMTS) RELATIF AU SYSTEME INFORMATIONNEL DE L'ASSURANCE MALADIE (SIAM) - DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE N° 104917	208
DECISION RELATIVE A LA MODIFICATION DE LA DECISION DU 8 NOVEMBRE 1989 REPERTOIRE NATIONAL DES THEMES DE RECHERCHE UTILISABLES DANS LE CADRE DU SYSTEME SIAM	208
DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE RELATIF A UN TRAITEMENT AUTOMATISE D'INFORMATIONS NOMINATIVES	209
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	210
DELEGATION DE SIGNATURE	210
AVIS DE CONCOURS	211
ARRETE N° 23/2006 - AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE 9 AUXILIAIRES DE PUERICULTURE (HOMMES OU FEMMES) AU RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE	211
ARRETE N° 24/2006 - AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE 1 AIDE MEDICO-PSYCHOLOGIQUE (HOMME OU FEMME) AU RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE	211
RECTIFICATIF - OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN INFIRMIER(E) DIPLOME(E) D'ETAT DE CLASSE NORMALE ET CONSTITUTION DU JURY (REF : FK/NB 2005 - 476)	212
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	212
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	212
ARRETE S.G.A.R. N° 2005-280 EN DATE DU 29 JUIN 2005 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DU NORD-EST	212

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

ARRETE PREFECTORAL N° 001/2006/SIDPC DU 17 FEVRIER 2006 RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27

Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

A R R E T E

Article 1 : L'obligation d'information prévue au I et II de l'article L.125-5 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes listées en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont arrêtés dans un dossier communal d'informations.

Chaque dossier comprend

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,

et le cas échéant

- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune,

Chaque dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Article 3 : La liste des communes et les dossiers communaux d'information sont mis à jour à chaque arrêté modifiant la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 4 : Une copie du présent arrêté et de la liste des communes est adressée au maire des communes intéressées.

Une copie du présent arrêté et de la liste des communes est adressée à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée, sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 5 : Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 002/2006/SIDPC DU 17 FEVRIER 2006 RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;

Vu le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

A R R E T E

Article 1 : Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de AFFRACOURT sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,

et le cas échéant

- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune,

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 2 : Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement

Article 3 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée à monsieur le maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 4 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de AFFRACOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Préfet,
Claude BALAND

L'arrêté n° 002 sert d'arrêté-type aux autres communes concernées dont la liste figure ci-dessous (arrêtés n° 003 à 147 du 17 février 2006).

INSEE	Commune	N° d'arrêté
54007	Aingeray	003
54022	Arnaville	004
54025	Art-sur-Meurthe	005
54027	Atton	006
54028	Auboué	007
54031	Autreville-sur-Moselle	008
54032	Autrey sur Madon	009
54038	Azerailles	010
54039	Baccarat	011
54042	Bainville-aux-Miroirs	012
54043	Bainville-sur-Madon	013
54045	Barbonville	014
54054	Bayon	015
54060	Belleville	016
54062	Benney	017
54065	Bertrichamps	018
54072	Bezaumont	019
54073	Bicqueley	020
54076	Blainville-sur-l'Eau	021
54077	Blâmont	022
54079	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	023
54082	Boncourt	024
54090	Bouxières-aux-Dames	025
54094	Bralleville	026
54109	Ceintrey	027
54111	Chaligny	028
54114	Champey-sur-Moselle	029
54115	Champigneulles	030
54118	Charency-Vezin	031
54122	Chaudeney-sur-Moselle	032
54123	Chavigny	033
54125	Chenevières	034
54136	Conflans-en-Jarnisy	035
54137	Cons-la-Grandville	036
54144	Crévéchamps	037
54145	Crévic	038
54150	Custines	039
54152	Damelevières	040
54154	Deneuvre	041
54157	Dieulouard	042
54159	Dombasle-sur-Meurthe	043
54167	Dommartin-lès-Toul	044
54178	Epiez-sur-Chiers	045
54196	Flavigny-sur-Moselle	046
54199	Flin	047
54202	Fontenoy-sur-Moselle	048

54206	Fraimbois	049
54214	Frolois	050
54215	Frouard	051
54217	Gélacourt	052
54221	Gerbécourt-et-Haplemont	053
54227	Giraumont	054
54229	Glonville	055
54232	Gondreville	056
54236	Grand-Failly	057
54238	Grippport	058
54250	Haraucourt	059
54252	Haroué	060
54253	Hatrize	061
54256	Haussonville	062
54260	Hériménil	063
54263	Homécourt	064
54265	Houdemont	065
54273	Jarny	066
54274	Jarville-la-Malgrange	067
54277	Jeandelize	068
54278	Jevoncourt	069
54280	Joeuf	070
54281	Jolivet	071
54286	Labry	072
54287	Lachapelle	073
54300	Laneuveville-devant-Nancy	074
54303	Laronxe	075
54305	Lay-Saint-Christophe	076
54309	Lemainville	077
54311	Lenoncourt	078
54318	Liverdun	079
54320	Loisy	080
54321	Longlaville	081
54322	Longuyon	082
54324	Lorey	083
54328	Ludres	084
54329	Lunéville	085
54339	Malzéville	086
54344	Mangonville	087
54351	Marbach	088
54352	Maron	089
54357	Maxéville	090
54364	Méréville	091
54366	Messein	092
54369	Millery	093
54371	Moineville	094
54373	Moncel-lès-Lunéville	095
54378	Montigny-sur-Chiers	096

54383	Mont-sur-Meurthe	097
54395	Nancy	098
54397	Neuves-Maisons	099
54399	Neuviller-sur-Moselle	100
54408	Olley	101
54411	Ormes-et-Ville	102
54415	Pagny-sur-Moselle	103
54420	Petit-Failly	104
54425	Piennes	105
54426	Pierre-la-Treiche	106
54429	Pierreville	107
54430	Pompey	108
54431	Pont-à-Mousson	109
54432	Pont-Saint-Vincent	110
54437	Pulligny	111
54440	Puxe	112
54449	Rehainviller	113
54459	Richardménil	114
54462	Rosières-aux-Salines	115
54465	Roville-devant-Bayon	116
54472	Saint-Clément	117
54476	Saint-Jean-lès-Longuyon	118
54479	Saint-Mard	119
54482	Saint-Max	120
54483	Saint-Nicolas-de-Port	121
54486	Saint-Remimont	122

54505	Sexey-aux-Forges	123
54509	Sommerviller	124
54519	Thierville-sur-Meurthe	125
54526	Tomblaine	126
54527	Tonnoy	127
54528	Toul	128
54542	Valleroy	129
54546	Vandières	130
54549	Varangéville	131
54550	Vathiménil	132
54553	Vaudeville	133
54554	Vaudigny	134
54559	Velle-sur-Moselle	135
54565	Vigneulles	136
54582	Villette	137
54583	Villey-le-Sec	138
54584	Villey-Saint-Etienne	139
54585	Virecourt	140
54589	Vittonville	141
54590	Viviers-sur-Chiers	142
54591	Voinémont	143
54593	Waville	144
54596	Xeuilley	145
54597	Xirocourt	146
54598	Xivry-Circourt	147

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 24 MARS 1987 PORTANT DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DE LA DERIVATION DES EAUX CAPTEES AU BENEFICE DE LA VILLE DE PONT-A-MOUSSON ET DE LA CREATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DES RESSOURCES AQUIFERES DE LA NAPPE ALLUVIALE D'ATTON ET DE LA SOURCE DU PERE HILARION A MONTAUVILLE EN CE QUI CONCERNE LE Puits DE LA NAPPE ALLUVIALE D'ATTON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 1987 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux captées au bénéfice de la ville de Pont-à-Mousson et de la création des périmètres de protection des ressources aquifères de la nappe alluviale d'Atton et de la source du Père Hilarion à Montauville ;

VU la délibération du conseil municipal de PONT-A-MOUSSON du 19 décembre 2005 sollicitant l'abrogation de l'arrêté préfectoral du 24 mars 1987 sus-cité en ce qui concerne le Puits en nappe alluviale d'Atton ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 3 janvier 2006 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté préfectoral du 24 mars 1987 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux captées au bénéfice de la ville de Pont-à-Mousson et de la création des périmètres de protection des ressources aquifères de la nappe alluviale d'Atton et de la source du Père Hilarion à Montauville, devenu sans objet du fait de l'abandon du puits de la nappe alluviale d'Atton est abrogé en ce qui concerne le puits d'Atton.

ARTICLE 2 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires des communes de Pont-à-Mousson et Atton, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et M. le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département. Une copie du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 16 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA VEZOUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BLAMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article L562-1,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-3 du 4/1/2005 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, notamment ses articles 1 et 2,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 4 janvier 2006,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture :

A R R E T E

Article 1er : Il est prescrit un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPri) de la Vezouze sur le territoire de la commune de Blâmont.

Article 2 : La Direction Départementale de l'Équipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du décret susvisé.

Article 3 : La concertation prévue par l'article 2 du décret susvisé se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDE et les représentants des communes. Elles feront l'objet de comptes rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique notamment.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à :

- Mme le maire de la commune concernée,
- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lunéville,
- M. le chef du service instructeur.

Il sera affiché en mairie de Blâmont pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et dans l'Est Républicain.

Article 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Lunéville, M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, Mme le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 12 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA VEZOUE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE LUNEVILLE ET JOLIVET

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article L562-1,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-3 du 4/1/2005 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, notamment ses articles 1 et 2,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 4 janvier 2006,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture :

A R R E T E

Article 1er : Il est prescrit un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPri) de la Vezouze sur le territoire des communes de Lunéville et Jolivet.

Article 2 : La Direction Départementale de l'Équipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du décret susvisé.

Article 3 : La concertation prévue par l'article 2 du décret susvisé se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDE et les représentants des communes. Elles feront l'objet de comptes rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique notamment.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à :

- MM. les maires des communes concernées,
- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lunéville,
- M. le chef du service instructeur.

Il sera affiché dans les mairies concernées pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et dans l'Est Républicain.

Article 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Lunéville, M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, MM. les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 12 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.) DE L'ETABLISSEMENT TITANITE DE MOUTIERS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L125-2, L 515-8, L 515-22 et D 125-29 et suivants ;

Vu la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 18 mai 2005 portant création du Comité Local d'Information et de Concertation de l'Établissement TITANITE à Moutiers ;

Vu la correspondance de la société TITANITE en date du 19 janvier 2006 par laquelle il est sollicité la modification de la composition du CLIC, collège des salariés ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - L'article 2 de l'arrêté du 18 mai 2005 susvisé est modifié comme suit :

Collège salarié : M. Thierry ROBERT en remplacement de M. Noël VALOT.

Le reste sans changement

Article 2 - M. le secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 23 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE AUX BRULES PAR LA COMMUNE DE DENEUVRE

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

**2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL
EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1231-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 30/11/2003 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 30/06/2000 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage AUX BRULES à DENEUVRE ;

VU l'arrêté préfectoral du 05/08/2005 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du Captage AUX BRULES par et en commune de DENEUVRE.

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de DENEUVRE.

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 13/11/2005 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 18 janvier 2006 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de DENEUVRE dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation du forage AUX BRULES à DENEUVRE

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à DENEUVRE

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
FORAGE AUX BRULES	DENEUVRE	AM 122	02697X0030	924900	2390380	357 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 160 m³/j.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 - La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage AUX BRULES est situé sur la commune de DENEUVRE. Il est constitué de la parcelle AM 122, lieudit "Les Terres Rouges" pour une surface de 22 a 57 ca environ.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 26 ha 21 a 17 ca environ, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après sur le territoire de DENEUVRE :

Section	Lieudit	Parcelles
AI	Haut des Brûlés	13 à 16
	La Grande Haie	152 à 163
	Travers Houillemont	166 à 167
AM	Terres Rouges	103 à 107 ; 121 ; 123 à 127
	Tête Jean de Flin	179 à 188

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate est propriété de la commune, maître d'ouvrage est doit le rester.

Toute activité autre que celle liée à l'entretien des ouvrages est interdite. Les parcelles seront enherbées et fauchées. L'herbe fauchée sera évacuée.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- ♦ Les forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère,
- ♦ Les sondages de reconnaissance,
- ♦ l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- ♦ les stockages et dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- ♦ les stockages de produits chimiques,
- ♦ les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables,
- ♦ les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers...),
- ♦ les stockages d'effluents industriels,
- ♦ les stockages d'effluents domestiques collectifs,
- ♦ les stations d'épuration, lagunage,
- ♦ les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains,
- ♦ l'épandage de lisiers, boues de station d'épuration.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- ✓ nettoyage du local contenant la tête de forage
- ✓ vérification et si besoin réparation de l'étanchéité du capot de fermeture.

Lors de travaux d'entretien de la pompe nécessitant sa dépose la commune effectuera des travaux d'inspection vidéo permettant de vérifier l'état de l'ouvrage.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de DENEUVRE est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de DENEUVRE est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 14 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

ARTICLE 15 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant :

- une neutralisation ;
- un dispositif de désinfection agréé par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 19 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le maire de la commune de DENEUVRE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 26 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :**1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE****A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DU LAVOIR ET DE SAUSSOTTE PAR LA COMMUNE DE VAUDEMONT****B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU****2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL****EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1231-1 et suivants;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 20/06/2004 ;

VU la délibération du conseil municipal du 15/09/1998 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages du Lavoir et de Saussotte à VAUDEMONT ;

VU l'arrêté préfectoral du 19/08/2005 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) réابلة à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources du Lavoir et de Saussotte à VAUDEMONT par et en commune de VAUDEMONT

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de VAUDEMONT ;

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 05/11/2005 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 18 janvier 2006 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES****ARTICLE 1er - Objet**

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de VAUDEMONT dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage des sources DU LAVOIR et DE SAUSSOTTE à VAUDEMONT

2°) l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau à VAUDEMONT

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX**ARTICLE 2 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrages de captage. La situation des ouvrages est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Source du Lavoir	VAUDEMONT	D n°38	03034X0034	875670	2386315	460 m
Source de Saussotte	VAUDEMONT	D n°261	03034X0015	875940	2385965	475 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 32 m³/j ni 12 000 ³/an pour les deux sources.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 - La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage du Lavoir est situé la parcelle D n°38, lieudit Le Village, sur le territoire de Vaudémont. Il couvre une superficie de 2 a 28 ca.

Le périmètre de protection immédiate du captage de Saussotte est situé sur une partie de la parcelle D n°261, lieudit Sous La Croix, sur le territoire de Vaudémont. Il couvre une superficie de 32 a 31 ca. Il lui est adjoint un périmètre de protection immédiate satellite, une partie de la parcelle D n°300, lieudit La Saussotte, sur le territoire de Vaudémont, sur laquelle sont situées la bêche de reprise et la station. Il couvre une surface de 32 ca.

7-2 Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée du captage de la source du Lavoir s'étend sur une surface de 16 ha 67 a 83 ca environ situé sur le territoire de la commune de Vaudémont. Il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	Parcelles
D	Les Jardins	9 ; 22 ; 40 à 46 ; 50 à 53
	Le Village	39 ; 47 à 49 ; 63 à 69 ; 71 à 99 ; 101 à 189 ; 342 à 344 ; 348 ; 349 ; 363 à 367 ; 369 ; 371
	Sous La Brèche	190 ; 370
	Froid Champ	239 pp ; 240 ; 241 ; 242 pp
	Sous La Croix	261 pp ; 265 à 272
	Sur La Côte	247 à 259 ; 260 pp

Le périmètre de protection rapprochée du captage de la source de Saussotte s'étend sur une surface de 15 ha 35 a environ situé sur le territoire de la commune de Vaudémont. Il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	Parcelles
D	Sur la Côte	245
	Sous La Croix	261 pp , 262 à 264
	La Saussotte	305
	En Genou	313, 314
	Le Village	260 pp
	Sous Genou	312 pp

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8-1 Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate de protection immédiate sont la propriété de la commune et doivent le rester.

A l'intérieur des périmètres, toute activité autre que celle liée à l'entretien des ouvrages est interdite.

Les parcelles seront enherbées et fauchées. L'herbe fauchée sera évacuée. Les périmètres de protection immédiate seront clôturés.

8-2 Périmètres de protection rapprochée

A l'intérieur de ces périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

** concernant les travaux souterrains sont interdits :*

- les nouveaux forages, puits, captant dans le même aquifère sauf ceux destinés à la surveillance de l'aquifère ou au remplacement des captages publics,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- la réalisation de mares et d'étangs.

** concernant les stockages et dépôts sont interdits :*

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- le stockage de produits chimiques,
- les stockages d'effluents industriels,
- le stockage d'effluents domestiques collectifs,
- les stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

** sont interdites les canalisations :*

- d'eaux usées industrielles,
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

** sont interdits les rejets liquides :*

- d'eaux usées domestiques et industrielles,
- d'effluents agricoles,
- d'assainissement non collectif.

** sont interdites les constructions :*

- d'immeubles avec un assainissement autonome,
- de nouveaux cimetières ou extensions,
- de silos produisant des jus de fermentation,

** concernant les activités agricoles sont interdits :*

- le retournement des prairies permanentes sauf pour un réensemencement immédiat,

- le pacage des animaux, les abreuvoirs et abris à moins de 200 m des captages,
- l'épandage de fumier, lisier, boues de station d'épuration,
- les dépôts ou tas de fumier.

* *concernant les activités forestières et de loisirs sont interdits :*

- le défrichement,
- les aires de débardage,
- l'utilisation de pesticides,
- l'affourage et l'agrainage de gibier,
- le traitement du bois stocké,
- les activités de loisir de plus de 20 personnes et à moins de 200 m des captages,
- les parkings ne devront pas excéder 10 véhicules. Les eaux de ruissellement seront collectées et évacuées hors de la zone de protection.

A l'intérieur de ces périmètres sont réglementés :

* *concernant les travaux souterrains :*

- les ouvertures de tranchées et fouilles de plus d'1,5 m seront limitées dans le temps, elles seront soumises à autorisation avec description des temps d'ouverture et des mesures prises pour que la nappe ne soit affectée. Le remblaiement se fera avec les matériaux qui en auront été extraits ou des matériaux naturels provenant de carrière.

* *concernant la collecte des eaux usées :*

- l'exploitant vérifie la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan du taux de raccordement et du taux de collecte. En cas de baisse du taux de collecte l'exploitant devra pousser ses investigations pour en connaître les causes.

* *concernant les stockages :*

- les stockages et dépôts de produits chimiques, hydrocarbures et liquides inflammables et de produits destinés aux cultures seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassin de rétention étanches dont la capacité correspond au stockage. Ces stockages et rétention seront isolés des eaux pluviales.

* *concernant les constructions :*

- les projets d'implantation de camping, caravanning, d'activités artisanales et industrielles, de bâtiments d'élevage et d'engraissement, de voies de communication et d'aires de stationnement feront l'objet d'une étude hydrogéologique préliminaire destinée à vérifier l'absence de tout risque de contamination du captage.

* *concernant les activités agricoles :*

- les épandages seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

➤ **Captage du Lavoir :**

- Le périmètre sera défriché et clôturé
- Le captage sera doté d'une porte étanche cadenassée avec aération grillagée
- La source sera curée et débarrassée des cailloux qui l'encombrent.
- Le réceptacle sera doté d'un capot étanche, cadenassé avec une cheminée d'aération
- Le chemin immédiatement en amont du captage sera rendu étanche et flanqué d'un fossé destiné à collecter les eaux de ruissellement qui seront déviées jusqu'en aval du captage.

➤ **Captage de Sausotte :**

- Le périmètre sera défriché et clôturé
- Les capots d'étanchéité des différents regards seront renouvelés, les joints d'étanchéité seront remplacés et des grillages paras-insectes seront mis en place.
- Le drain inférieur sera curé des nombreuses racines et débris qui l'encombrent, il sera relié au tuyau PEHD.

➤ **Réservoir :**

- Il sera mené une étude diagnostic sur le fonctionnement du réservoir et les travaux éventuellement préconisés seront engagés.

➤ **Dans le périmètre de protection rapprochée :**

- Les puits particuliers seront inventoriés et mis en conformité c'est à dire munis d'une margelle et d'un couvercle de façon à éviter des contaminations.
- La route départementale est à pourvoir de fossés qui seront régulièrement curés et aménagés en sorte que les eaux s'écoulent et dans la mesure du possible en dehors des périmètres de protection.
- Mise en conformité de l'assainissement des immeubles produisant des eaux usées domestiques.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Vaudémont est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

Monsieur le maire de VAUDEMONT est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 14 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

ARTICLE 15 - Traitement

L'eau sera désinfectée avant distribution.

ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

ARTICLE 18 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le maire de la commune de Vaudémont, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 27 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT POUR LA VILLE DE LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
D'UN GROUPE DE TRAVAIL CHARGE D'ELABORER UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur

Vu le code de l'environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;

Vu le décret n°80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévue à l'article L581-14 du code précité ;

Vu le décret n°80-923 du 21 novembre 1980 modifié portant règlement national de la publicité en agglomération ;

Vu le décret n°82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2002 instituant un groupe de travail afin d'élaborer un règlement local de publicité à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY ;

Vu la délibération du 26 mai 2005, par laquelle le conseil municipal de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY demande que la procédure d'élaboration, actuellement en cours, d'un règlement local de publicité dans la commune soit suspendue et qu'il soit procédé à une nouvelle constitution du groupe de travail, prévu à l'article L581-14 du code de l'environnement, et reconduit les élus devant participer à ce groupe de travail ;

Vu la délibération du 20 décembre 2001 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy désignant M. Denis GRANDJEAN pour la représenter dans tous les groupes de travail ;

Vu la publication d'un communiqué relatif à la délibération susvisée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture le 15 décembre 2005 et dans les journaux L'EST REPUBLICAIN du 12 décembre 2005 et le REPUBLICAIN LORRAIN du 15 décembre 2005 ;

Vu les demandes de participation au groupe de travail présentées par les sociétés : Avenir le 13 décembre 2005, Viacom Outdoor le 13 décembre 2005, Insert le 13 décembre 2005, JC Decaux le 13 décembre 2005 ; Clear Channel le 13 décembre 2005 ;

Vu l'avis exprimé par l'Union de la Publicité Extérieure en date du 16 janvier 2006 relatif aux demandes de participation au groupe de travail présentées par les représentants des entreprises de publicité ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est institué pour la ville de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY un groupe de travail, présidé par le Maire de la commune, et ainsi composé :

1 - MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE**a) Représentants des services de l'Etat :**

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, ou son représentant,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, ou son représentant,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux - Commune de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY :

- M. Stéphane DEGEILH,
- M. Claude BLAQUE.

c) Communauté urbaine du grand NANCY, compétent en la matière :

- M. Denis GRANDJEAN.

2 - MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE**a) Représentants des entreprises de publicité :**

- M. le représentant de la société CLEAR CHANNEL, agence de Nancy 6 rue Robert Schumann 54850 MESSEIN,
- M. le directeur de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT BP 123 54184 HEILLECOURT CEDEX ou son représentant,
- M. le directeur de la société JC Decaux, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT BP 89 54183 HEILLECOURT CEDEX ou son représentant,
- M. le directeur de la société VIACOM OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet, 92130 ISSY LES MOULINEAUX ou son représentant,
- M. le directeur de la société INSERT, 6 bd de la libération URBA PARC1 93284 SAINT-DENIS CEDEX ou son représentant.

Article 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Article 3^o : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, monsieur le Maire de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 31 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EPANDAGE DES BOUES ISSUES DU TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA STATION D'EPURATION DE LA COMMUNE DE SERRES SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION PREALABLE AVEC PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2204-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées et l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

VU le récépissé de déclaration relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station de SERRES délivré à la commune le 15 juillet 2004,

VU la demande du Bureau d'Etudes T.V.D. EST, le 09 août 2005, relative à l'autorisation d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées sur sols agricoles ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 4 janvier 2006 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe et Moselle au cours de sa séance du 19 janvier 2006.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E**ARTICLE 1^{er} : VALIDITE**

Les prescriptions du récépissé du 15 juillet 2004, délivré à la commune de SERRES relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration demeurent applicables

ARTICLE 2 : OBJET DE LA DEMANDE

Autorisation est donnée à la commune de SERRES concernant l'épandage des boues de la station d'épuration issues du traitement des eaux usées sur les parcelles agricoles telles que figurant dans le dossier.

La liste, la cartographie des parcelles retenues pour l'épandage, les coordonnées Lambert des points de prélèvement pour analyses de sols sont joints à l'arrêté en annexes.

ARTICLE 3 : LES BOUES

Leurs compositions sont conformes à la réglementation et présentent un intérêt agronomique en tant qu'engrais organique. Les analyses de boues sont réalisées dans un délai tel que les résultats sont connus avant réalisation de l'épandage ; la fréquence de ces analyses de même que les valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998.

La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de deux analyses par an pour la valeur agronomique des boues, et deux analyses par an pour les éléments traces métalliques (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc).

ARTICLE 4 : PROBLEMATIQUE NICKEL

La parcelle YP n° 1004, implantée sur le territoire de la commune de SERRES présente des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, en conséquence la commune de SERRES met en place un protocole de suivi sur cette parcelle (en annexe au présent arrêté).

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la bio disponibilité du nickel. Il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France requis sur ce thème.

Le point de prélèvement de référence aura pour coordonnées Lambert : X 902,846 et Y 2420,033. Les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible (DTPA) et de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

ARTICLE 5 : PRATIQUES D'EPANDAGE

L'intervalle entre deux apports de boues sera de trois ans minimum pour les cultures ; pour les prairies et en cas de situation exceptionnelle, il pourra être de deux ans minimum.

L'intervalle entre un apport d'effluents d'élevage (fumiers ou lisiers) et de boues sera de deux ans minimum.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

Le dépôt temporaire, en bout de champ, de boues ne devra pas dépasser quarante huit heures, sauf si les boues sont solides et stabilisées dans ce cas il ne pourra dépasser quinze jours tout en respectant les conditions fixées par les textes en vigueur.

ARTICLE 6 : FILIERE ALTERNATIVE

En cas d'impossibilité d'épandage liée à une pollution ponctuelle ou permanente des boues, elles pourront être évacuées en Centre de Stockage de Déchets Ultime ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

ARTICLE 7 : CONVENTIONS

Les relations entre la collectivité et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières.

ARTICLE 8 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement)

ARTICLE 9 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : PUBLICATION-EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de Lunéville, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Maire de la commune de SERRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de SERRES.

Une copie du présent arrêté sera transmise pour information à la mission de recyclage des déchets de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle et à la Direction Régionale de l'Environnement.

NANCY, le 31 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DEUXIEME BUREAU**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 10 janvier 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA Bouygues Immobilier, en qualité de promoteur, afin de procéder à la création d'un centre commercial de 2604 m² de vente comprenant un supermarché de 1940 m² à l'enseigne E.LECLERC et une galerie marchande 664 m² à NANCY, boulevard d'Austrasie;

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 12 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 10 janvier 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA 4 MURS, en qualité de future propriétaire et future exploitante afin de procéder à la création d'un magasin de vente de peinture et papiers peints à l'enseigne 4 MURS à MONCEL-LES-LUNEVILLE de 650 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de MONCEL-LES-LUNEVILLE..

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 12 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 10 janvier 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL BG Promotion Immobilière en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi-discompte à l'enseigne ALDI à ROVILLE-DEVANT-BAYON, de 774 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ROVILLE-DEVANT-BAYON.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 12 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL

Par décision du 20 décembre 2005, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 12 juillet 2005 a **refusé** à la SCI PRESTICIB l'autorisation de procéder à la création d'un supermarché à l'enseigne LEADER PRICE à LUNEVILLE de 1262 m² de vente.

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LUNEVILLE.

NANCY, le 27 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

TROISIEME BUREAU

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret le décret N° 2002-234 du 20 février 2002 portant création des directions départementales des services vétérinaires, modifiant le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales des services vétérinaires ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mars 2002 portant nomination de Madame Régine MARCHAL-NGUYEN en qualité de directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Mme la directrice départementale des services vétérinaires ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004, relatifs à la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Mme la directrice départementale des services vétérinaires sont annulés.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Régine MARCHAL-NGUYEN, directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, en tant que responsable de budget opérationnel départemental, à l'effet de recevoir les crédits imputés sur le budget de l'agriculture (code 03) au titre du programme 206 «Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation» (Chapitre 0206), de les attribuer à l'unique unité opérationnelle départementale de ce budget opérationnel de programme et de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, en ce qui concerne ce budget.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également accordée à Madame la directrice départementale des services vétérinaires à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de l'agriculture (code 03) au titre du programme. « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » (Chapitre 0215), d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est également donnée à la directrice départementale des services vétérinaires pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 5 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 6 : La directrice départementale des services vétérinaires peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 7 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

ARTICLE 8 : Le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est accordée à Madame la directrice départementale des services vétérinaires, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des services vétérinaires et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 2004 portant nomination de Monsieur Yves ROYER en qualité de directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004, relatifs à la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont annulés.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à l'effet, en tant que responsable de budget opérationnel départemental, de recevoir les crédits du budget de l'agriculture (code 03) au titre du programme 154 « Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et du développement rural » (Chapitre 0154), de les attribuer aux unités opérationnelles départementales de ce budget opérationnel de programme et de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, en ce qui concerne ce budget.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées

sur les crédits du budget de l'agriculture (code 03) au titre des programmes suivants :

- Programme 227 (Chapitre 0227) Valorisation des produits, orientation et régularisation des marchés
- Programme 149 (Chapitre 0149) Forêt
- Programme 215 (Chapitre 0215) Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture
- Programme 143 (Chapitre 0143) Enseignement technique agricole
-

sur les crédits du budget de l'écologie (code 37) :

- Programme 153 (Chapitre 0153) Gestion des milieux et biodiversité
- Programme 181 (Chapitre 0181) Prévention des risques et lutte contre les pollutions
-

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne ces programmes.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 5 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 7 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

ARTICLE 8 : Le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE
A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES FISCAUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

Vu la décision de M. le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 2002 portant nomination de M. Marc CANO en qualité de directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 29 août 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004, relatifs à la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Monsieur le directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle sont annulés.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Marc CANO, directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, en tant que responsable de budget opérationnel départemental, à l'effet de recevoir les crédits imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 (Chapitre 0156), « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local », y compris la régie d'avances, de les attribuer aux unités opérationnelles départementales de ce budget opérationnel de programme et de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 218 (Chapitre 0218) « Conduite et pilotage des politiques économiques, financière et industrielle » d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

La présente délégation de signature s'étend également au compte de commerce 907.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 5 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 6 : Le directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 7 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

ARTICLE 8 : Le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

- Délégation de signature est accordée Monsieur le directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des services fiscaux et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE,
DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;
Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004, relatifs à la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Monsieur l'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, sont annulés.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de l'éducation nationale et de la recherche Code 06) au titre des programmes suivants :

- Programme 139 (Chapitre 0139) Enseignement scolaire privé du premier degré et du second degré
- Programme 140 (Chapitre 0140) Enseignement scolaire public du 1^{er} degré
- Programme 141 (Chapitre 0141) Enseignement scolaire public du second degré
- Programme 214 (Chapitre 0214) Soutien de la politique de l'éducation nationale
- Programme 230 (Chapitre 0230) Vie de l'élève

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur l'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 5 : L'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

ARTICLE 7 : Le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

- Délégation de signature est accordée à Monsieur l'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

Vu la nomination, le 22 juin 1999, de M. Raymond AUBRY en qualité de directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1^{er} septembre 1999 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur régional de la jeunesse et des sports en ce qui concerne les activités de la direction départementale de Meurthe et Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004, relatifs à la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports sont annulés.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Raymond AUBRY, directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget de la jeunesse et des sports (code 32) au titre des programmes suivants au niveau des activités de la direction départementale de la jeunesse et des sports de Meurthe-et-Moselle :

- Programme 163 (Chapitre 0163) Jeunesse et vie associative
- Programme 210 (Chapitre 0210) Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative
- Programme 219 (Chapitre 0219) Sport

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 5 : Le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

ARTICLE 7 : Le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

- Délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée, en ce qui concerne l'activité de la direction départementale de la jeunesse et des sports de Meurthe-et-Moselle, sur les chapitres budgétaires visés à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2005 nommant Madame Christiane PERNET en qualité de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : Les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 14 novembre 2005, relatifs à la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont annulés.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget Santé et solidarités (code 35) au titre des programmes suivants :

- Programme 106 (Chapitre 0106) Action en faveur des familles vulnérables
- Programme 157 (Chapitre 0157) Handicap et dépendance
- Programme 124 (Chapitre 0124) Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales
- Programme 228 (Chapitre 0228) Veille et sécurité sanitaires

sur le budget Emploi, cohésion sociale et logement (Code 36) au titre des programmes suivants :

- Programme 104 (Chapitre 0104) Accueil des étrangers et intégration
- Programme 177 (Chapitre 0177) Politiques en faveur de l'inclusion sociale

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 5 : Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

ARTICLE 7 : Le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 14 novembre 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

- Délégation de signature est accordée à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;
VU l'arrêté ministériel du 30 mai 2005 portant nomination de Mme Marie-Claude VIGIER en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er juillet 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2005 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : Les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 14 novembre 2005, relatifs à la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle sont annulés.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Marie-Claude VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget Emploi, cohésion sociale et logement (Code 36) au titre des programmes suivants :

- Programme 102 (Chapitre 0102) Accès et retour à l'emploi
- Programme 103 (Chapitre 0103) Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques
- Programme 111 (Chapitre 0111) Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- Programme 133 (Chapitre 0133) Développement de l'emploi

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 5 : Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

ARTICLE 7 : Le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 14 juin 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

- Délégation de signature est accordée à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;
Vu l'arrêté ministériel du 30 mai 2005 portant nomination de Mme Marie-Claude VIGIER en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er juillet 2005 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 9 janvier 2006 est annulé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Madame Marie-Claude VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur le budget Emploi, cohésion sociale et logement (Code 36) au titre des programmes suivants :

- Programme 102 (Chapitre 0102) Accès et retour à l'emploi
- Programme 103 (Chapitre 0103) Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques
- Programme 111 (Chapitre 0111) Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- Programme 133 (Chapitre 0133) Développement de l'emploi
- Programme 155 (Chapitre 0155) gestion et évaluation des politiques d'emploi et de travail

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 5 : Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

ARTICLE 7 : Le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 14 juin 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

- Délégation de signature est accordée à Madame la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 15 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports et du 4 janvier 1994 pour l'exécution de la section budgétaire Ville ;

Vu l'arrêté interministériel du 1^{er} mars 2002 portant affectation des sommes nécessaires à la préparation et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 avril 2002 portant nomination de Monsieur Hugues CORBEAU en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe et Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental de l'équipement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Les articles 1^{er} à 5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004, relatifs à la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle sont annulés.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur les budgets ministériels et programmes suivants :

Budget de l'équipement (code 23)

1) Mission transports

- Programme 203 (Chapitre 0203) Réseau routier national
- Programme 207 (Chapitre 0207) Sécurité routière
- Programme 217 (Chapitre 2217) Conduite et pilotage des politiques d'équipement
- Programme 225 (Chapitre 0225) Transports aériens
- Programme 226 (Chapitre 0226) Transports terrestres et maritimes

2) Mission politique des territoires

- Programme 113 (Chapitre 0113) Aménagement, urbanisme et ingénierie publique
- Programme 222 (Chapitre 0222) Stratégie en matière d'équipement

3) Compte non doté de crédits

- Compte 908 « Opérations industrielles et commerciales des directions régionales et départementales de l'équipement » (Compte de commerce du parc de l'équipement)

Budget de la jeunesse et des sports

Mission sport, jeunesse et vie associative

- Programme 219 (Chapitre 0219) Sport
- Programme 210 (Chapitre 0210) Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative

Ces deux programmes sont intégrés dans la délégation de signature en tant que de besoin.

Budget de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (code 36)

Mission ville et logement

- Programme 109 (Chapitre 0109) Aide à l'accès au logement
- Programme 135 (Chapitre 0135) Développement et amélioration de l'offre de logement
- Programme 147 (Chapitre 0147) Equité sociale et territoriale et soutien
- Programme 202 (Chapitre 0202) Rénovation urbaine

Budget de l'écologie (code 37)

Mission écologie et développement durable

- Programme 181 (Chapitre 0181) Prévention des risques et lutte contre les pollutions

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

La présente délégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686).

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 5 : Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

ARTICLE 7 : Le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé du 14 juin 2005 est remplacé par les dispositions suivantes :

- Délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 2006.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE RENOUVELANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1996 modifié instituant une commission départementale des systèmes de vidéosurveillance dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 21 décembre 1999 et 30 janvier 2003 modifiés, renouvelant la composition de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance, conformément à l'article 9 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance;

Vu la proposition de Mme la première présidente de la cour d'appel de Nancy en date du 7 novembre 2005;

Vu les propositions de M. le président de la cour administrative d'appel de Nancy en date du 8 décembre 2005;

Vu la proposition de Mme la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle en date du 10 novembre 2005;

Vu les propositions de M. le président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle en date du 24 octobre 2005;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de Meurthe-et-Moselle est renouvelée dans sa composition, conformément à l'article 9 du décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance. Elle est composée comme suit:

1) désignés par Mme la première présidente de la cour d'appel de Nancy :

- M. Jean-Louis HERAIL, juge chargé du service du tribunal d'instance de Nancy au tribunal de grande instance de Nancy, membre titulaire, président de la commission

- Mme Marie-Claire DELORME, présidente du tribunal d'instance de Nancy, présidente suppléante

2) désignés par M. le président de la cour administrative d'appel de Nancy :

- M. Robert COLLIER, premier conseiller à la cour administrative d'appel de Nancy, membre titulaire

- M. Olivier TREAND, premier conseiller à la cour administrative d'appel de Nancy, membre suppléant

3) désignés par l'association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle :

- M. Gauthier BRUNNER, maire de PRAYE, membre titulaire

- M. Gérard ROYER, maire de PULNOY, membre suppléant

4) désignés par la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle :

- M. Jean-Luc REMY, membre titulaire de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, membre titulaire de la commission

- M. Guillaume FAVRE, responsable du pôle "Services" à la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, membre suppléant

5) personnalités qualifiées choisies en raison de leur compétence :

- M. Claude GODFRIN, commissaire principal honoraire, membre titulaire

- M. Christian THEVENIN, responsable technique à l'Institut Universitaire de Technologie de Nancy-Brabois, membre suppléant

ARTICLE 2 - Les membres de la commission, titulaires et suppléants, sont désignés pour trois ans, à l'exception de Mme Marie-Claire DELORME, désignée par Mme la première présidente de la cour d'appel de Nancy et M. Gauthier BRUNNER, désigné par Mme la présidente de l'association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle, qui exercent au sein de la commission depuis 2001 et dont le mandat expirera le 9 novembre 2007.

ARTICLE 3 - M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 23 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 3 août 2005 par M. Ludovic COLUSSI, gérant de la société « Auto-Soins », sise ZA du Parc de Haye, 16 allée des Fresnes 54840 VELAINES-en-HAYE;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date des 25 octobre et 28 novembre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Ludovic COLUSSI, gérant de la société « Auto-Soins », sise ZA du Parc de Haye, 16 allée des Fresnes 54840 VELAINES-en-HAYE, est autorisé à installer, dans les locaux de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0096

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Ludovic COLUSSI, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. M. Ludovic COLUSSI, gérant de la société

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de VELAINES-en-HAYE

NANCY, le 23 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 6 septembre 2005 par M. Francis BALTHAZARD, président-directeur général de la société SERGEANT EST, sise 25 bis avenue du Général Leclerc 54200 DOMMARTIN-Lès-TOUL;

Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date des 25 octobre et 28 novembre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Francis BALTHAZARD, président-directeur général de la société SERGEANT EST, sise 25 bis avenue du Général Leclerc 54200 DOMMARTIN-Lès-TOUL, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, orientées vers la réserve et le comptoir de vente, sous le numéro :

54.05.0097

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Francis BALTHAZARD, président-directeur général de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Francis BALTHAZARD, président-directeur général de la société

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de DOMMARTIN-Lès-TOUL

NANCY, le 23 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 octobre 2005 par Mme Sylvie CORTOT, président-directeur général de la société AURCY, Centre Auto ROADY, ZAC du Breuil, rue Nicolas Pierson 54700 PONT-A-MOUSSON;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date des 25 octobre et 28 novembre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Mme Sylvie CORTOT, président-directeur général de la société AURCY, Centre Auto ROADY, ZAC du Breuil, rue Nicolas Pierson 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisée à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes (n° 2, 3, 4), orientées vers le rayon autoradios et l'allée du fond du magasin, une caméra intérieure mobile (n° 1), orientée vers l'accueil et une caméra extérieure fixe (n° 6), orientée vers les distributeurs de carburant, sous le numéro :

54.05.0110

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Sylvie CORTOT, président-directeur général de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme Sylvie CORTOT, président-directeur général de la société
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de PONT-A-MOUSSON
- NANCY, le 23 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 29 septembre 2005 par M. Cyril POIROT, cogérant de la discothèque « L'ARQ », située 13 rue Héré 54000 NANCY;
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 28 novembre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Cyril POIROT, cogérant de la discothèque « L'ARQ », située 13 rue Héré 54000 NANCY, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes (n° 3, 4, 5, 6, 9, 10) orientées vers les accès, le bar et l'espace public toilettes et deux caméras extérieures fixes (n° 1 et 2), sous le numéro :

54.05.0119

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Cyril POIROT, cogérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Cyril POIROT, cogérant de l'établissement
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de NANCY
- NANCY, le 3 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

AUTORISATION PREFERECTORALE N° 170

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur Idriss MAMMERI, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise de surveillance et de gardiennage, qu'il souhaite diriger à VANDOEUVRE LES NANCY, centre d'affaires LES NATIONS, sous la dénomination « AG2S »;

Vu l'avis du 7 décembre 2005 de monsieur le directeur départemental de la sécurité publique ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Idriss MAMMERI ainsi qu'au directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 24 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
Mohand AZZI

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DU SAINTOIS
SUITE A SA TRANSFORMATION EN SYNDICAT A LA CARTE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 1973 portant création du syndicat scolaire intercommunal du Saintois (SSIS);

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2005 autorisant l'adhésion de la commune de LALOEUF et la transformation du syndicat en syndicat à la carte ;

VU la délibération en date du 9 septembre 2005 par laquelle le comité syndical décide de modifier les statuts du syndicat suite à sa transformation en syndicat à la carte ;

VU la notification de cette décision en date du 23 septembre 2005, demandant aux conseils municipaux des communes membres du syndicat de délibérer sur cette modification des statuts;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de

CLEREY-SUR-BRENON en date du 05 décembre 2005,

ETREVAL en date du 10 septembre 2005,

FORCELLES-SAINT-GORGON en date du 10 novembre 2005,

FORCELLES-SOUS-GUGNEY en date du 30 décembre 2005,

FRAISNES-EN-SAINTOIS en date du 25 novembre 2005,

GOVILLER en date du 05 décembre 2005,

HAMMEVILLE en date du 07 octobre 2005,

HOUDREVILLE en date du 13 décembre 2005,

LALOEUF en date du 04 novembre 2005,

OGNEVILLE en date du 04 novembre 2005,

OMELMONT en date du 25 octobre 2005,

QUEVILLONCOURT en date du 14 octobre 2005,

THELOD en date du 26 octobre 2005,

THEY-SOUS-VAUDEMONT en date du 25 novembre 2005,

VEZELISE en date du 12 octobre 2005,

VITREY en date du 30 septembre 2005,

VRONCOURT en date du 27 octobre 2005,

favorables à la modification statutaire du syndicat;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17, L5211-20 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La modification des statuts du syndicat scolaire intercommunal du Saintois est autorisée.

Les nouveaux statuts resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat scolaire intercommunal du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SYNDICAT SCOLAIRE DU SAINTOIS - STATUTS

Article 1er : En application des articles L 5211-1 et suivants du code des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de :

- 1-CLEREY SUR BRENON
- 2-DOMMARIE EULMONT
- 3-ETREVAL
- 4-FORCELLES SAINT GORGON
- 5-HAMMEVILLE
- 6-HOUDREVILLE
- 7-OGNEVILLE
- 8-OMELMONT
- 9-QUEVILLONCOURT
- 10-THELOD
- 11-THOREY LYAUTEY
- 12-VEZELISE
- 13-VITREY
- 14-VRONCOURT

pour l'enseignement primaire et maternelle,

- 15-FORCELLES SOUS GUGNEY
- 16-FRAISNES EN SAINTOIS
- 17-GUGNEY
- 18-THEY-SOUS-VAUDEMONT

pour l'enseignement primaire uniquement,

- 19-GOVILLER
- 20-LALOEUF

pour l'enseignement maternelle uniquement,

un syndicat qui prend la dénomination de :

syndicat scolaire intercommunal du Saintois (SSIS)

Toute commune qui le demandera, pourra par la suite et à un moment quelconque, adhérer au syndicat sous réserve de l'acceptation de son comité et dans les conditions prévues à l'article L 5211-18 du code général des Collectivités Territoriales.

Article 2 : Le syndicat a pour effet d'assurer la surveillance durant les transports scolaires en maternelle, le fonctionnement du service de restauration, l'encadrement des enfants dans les classes maternelles ; l'édification, les grosses réparations et l'entretien des bâtiments scolaires, la prise en charge des fournitures et matériels scolaires et une participation aux sorties pédagogiques.

Article 3 : Le siège du Syndicat Scolaire Intercommunal du Saintois est situé à l'école Marie Marvingt 7, rue de Barmont BP 09 54330 VEZELISE.

Article 4 : Le syndicat est institué pour une durée illimitée. Si une commune adhérente souhaite quitter le syndicat, sa décision sera soumise au Comité. Le retrait ne pourra s'effectuer que dans les conditions prévues à l'article L.5211-19 du code des collectivités territoriales

Article 5 : Le syndicat est administré par un comité composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes intéressées. Ces délégués sont au nombre de 2 titulaires et 2 suppléants par commune adhérente.

Peuvent être invités à titre consultatif aux séances du comité :

- l'inspecteur départemental de l'éducation nationale
- le directeur des établissements scolaires (école maternelle - école primaire)

Le comité se réunit au moins 2 Fois par an et peut être convoqué extraordinairement par le président. Les délibérations du comité sont soumises aux mêmes règles que celles des conseils municipaux. Le comité élira parmi ses membres un bureau.

Article 6 : Le bureau est composé :

- d'un président
- de 2 vice-présidents
- de 8 autres membres

Article 7 : Le budget du syndicat pourvoit à toutes les dépenses occasionnées par la surveillance des élèves de maternelle dans les transports, aux frais relatifs à la restauration scolaire et à l'encadrement des enfants en maternelle, aux constructions scolaires et aux grosses réparations et entretien des bâtiments scolaires.

Les recettes du budget comprendront :

- la contribution des communes adhérentes,
- le produit de la restauration scolaire,
- les subventions de l'état, du département et de la région,
- le produit des dons et legs,
- les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu
- les loyers des appartements de fonction loués aux particuliers
- le produit des emprunts
- les participations aux frais de scolarité des communes extérieures au syndicat

Les dépenses comprendront :

- les frais d'entretien des différents bâtiments scolaires,
- les dépenses de garderie pendant la restauration scolaire
- la rémunération du personnel du syndicat,
- les frais de gestion générale,
- les frais de constructions et de grosses réparations scolaires,
- les annuités d'emprunt
- les frais de fournitures scolaires, matériels et subventions accordées aux sorties pédagogiques
- les participations aux frais de scolarité des communes extérieures au syndicat.

Une copie des budgets du syndicat sera adressée aux maires des communes adhérentes pour communication à leur conseil municipal.

Article 8 : La contribution des communes aux dépenses du syndicat est déterminée de la façon suivante

- 1) les dépenses du syndicat seront réparties entre les communes proportionnellement au nombre d'habitants et d'élèves de chacune d'elles
- 2) les dépenses de garderie seront réparties entre les communes bénéficiant du service proportionnellement au nombre d'élèves gardés.

Article 9 : Le bureau du syndicat tiendra un inventaire permanent du matériel et du mobilier acquis au compte du syndicat. Les installations et aménagement édifiés par le syndicat demeurent propriété de ce dernier.

Article 10 : Les dispositions non prévues seront prises conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

NANCY, le 11 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS DU SEL ET DU VERMOIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 1964 autorisant la création du district urbain de l'agglomération de SAINT-NICOLAS-DE-PORT;
VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 autorisant la transformation du district urbain de SAINT-NICOLAS-DE-PORT en communauté de communes des pays du sel et du Vermois;
VU la délibération en date du 22 septembre 2005 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois décide de modifier ses statuts;
VU la lettre de notification aux communes membres de la communauté de communes en date du 26 septembre 2005 demandant aux conseils municipaux de délibérer;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :
AZELOT en date du 29 novembre 2005,
COYVILLER en date du 28 octobre 2005,
DOMBASLE-SUR-MEURTHE en date du 18 novembre 2005,
HUDIVILLER en date du 25 novembre 2005,
MANONCOURT-EN-VERMOIS en date du 12 octobre 2005 ,
ROSIÈRES-AUX-SALINES en date du 28 octobre 2005,
SAINT-NICOLAS-DE-PORT en date du 22 septembre 2005,
SOMMERVILLER en date du 11 octobre 2005,
VARANGÉVILLE en date du 19 octobre 2005,
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
VU l'avis favorable du sous-préfet de LUNÉVILLE en date du 29 décembre 2005,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1ER : La modification des statuts de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de LUNÉVILLE et le président de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables en préfecture - DRCL1.

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE L'AMEZULE A EXERCER LA COMPETENCE
« PERISCOLAIRE AVEC GARDE MATIN, SOIR ET SERVICE CANTINE A MIDI » ET LA MODIFICATION DES STATUTS EN CONSÉQUENCE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5711-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
VU l'arrêté préfectoral du 13 juin 1972 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de l'Amezule ;
VU les délibérations du conseil syndical en date du 20 août 2005, par lesquelles le syndicat intercommunal scolaire de l'Amezule décide de prendre la compétence « périscolaire avec garde matin, soir et service cantine à midi » et de modifier ses statuts en conséquence;
VU les délibérations favorables des collectivités membres du syndicat à savoir :
BEY-SUR-SEILLE en date du 9 septembre 2005,
LANFROICOURT en date du 20 septembre 2005,
MAZERULLES en date du 9 septembre 2005,
MONCEL-SUR-SEILLE en date du 14 septembre 2005,
SORNÉVILLE en date du 14 septembre 2005;
VU la délibération favorable de la Communauté de communes de Seille et Mauchère en date du 13 décembre 2005;
VU la délibération défavorable, en l'état du dossier, de la commune de BRIN-SUR-SEILLE en date du 15 septembre 2005;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le syndicat intercommunal scolaire de l'Amezule est autorisé à exercer la compétence « périscolaire avec garde matin, soir et service cantine à midi ».

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal scolaire de l'Amezule sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacune des collectivités membres et au trésorier-payeur de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 25 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables en préfecture - DRCL1.

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE CUTRY A TENIR UN REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R 2121-9 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la demande présentée par la commune de CUTRY à l'effet de tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles ;
VU l'avis favorable du 13 janvier 2006 du directeur des services d'archives de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de BRIEY ;

A R R E T E

Article 1er : La commune de CUTRY est autorisée à tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles, à compter du 1er janvier 2006.

Article 2 : Les feuillets mobiles seront, préalablement à leur utilisation, cotés et paraphés par le préfet ou son représentant.

Article 3 : Les feuillets mobiles seront, dès leur utilisation, collés dans le registre à onglets. Le cachet de la commune sera alors apposé, moitié sur l'onglet, moitié sur le feuillet mobile, en deux endroits différents.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de CUTRY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur des archives de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 16 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

ARRETE DU 23 JANVIER 2006 APPROUVANT LES MODIFICATIONS STATUTAIRES DU SYNDICAT DES EAUX DE SOMMERVILLER - VITRIMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5111-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1967 de constitution du syndicat intercommunal des eaux de la région de Sommerviller - Vitrimont, modifié par l'arrêté préfectoral du 13 février 1996 ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU la délibération du conseil syndical du syndicat des eaux de Sommerviller - Vitrimont du 12 octobre 2005 approuvant les modifications statutaires conformément à l'exemplaire annexé ;
VU la lettre de consultation des communes membres en date du 5 décembre 2005 ;
VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :
ANTHELUP en date du 12 décembre 2005
FLAINVAL en date du 8 décembre 2005
HUDIVILLER en date du 25 novembre 2005
SOMMERVILLER en date du 6 décembre 2005
VITRIMONT en date du 7 novembre 2005
CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

A R R E T E

Article 1^{er}. - Le syndicat a la compétence « eau potable » qui comprend notamment :

- la production d'eau, prélèvement de l'eau par captage ou pompage, traitement de l'eau ; sécurisation, établissement des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- l'adduction d'eau ; transport et stockage d'eau potable ;
- La distribution de l'eau potable au moyen d'un réseau de canalisations jusqu'au branchement et aux compteurs des usagers.

Le syndicat peut également :

- réaliser des prestations de service dans les domaines présentant un lien avec ses compétences, dans le périmètre des communes adhérentes, si cela répond à un besoin collectif des populations et s'il y a carence ou insuffisance de l'initiative privée ;
- assurer tout ou partie de la maîtrise d'ouvrage de travaux nécessitant une coordination avec des travaux entrepris par le syndicat pour ses propres ouvrages, à la demande des collectivités membres ou d'autres collectivités ;
- vendre de l'eau potable en dehors de son périmètre et en importer éventuellement.

La défense incendie relève de la compétence et de la responsabilité des communes. Néanmoins, dans la mesure où les besoins pour la défense incendie peuvent être satisfaits par les infrastructures du syndicat, le réseau pourra réaliser l'installation de matériel de défense incendie après accord du syndicat et sur demande des communes.

Article 2. - Le comité syndical est composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes.

Chacune des communes membres sera représentée au comité par deux délégués titulaires. Chaque commune désignera également un délégué suppléant appelé à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Article 3. - Le bureau du syndicat est composé du président, d'un vice-président et de trois membres élus au sein du comité syndical.

Article 4. - Le financement du service de l'eau potable est assuré par les usagers et suivant les dispositions réglementaires en vigueur.

Les modalités de participation des communes, qui sont limitées :

- à l'extension des réseaux de distribution nécessaires à l'urbanisation, la desserte d'habitations, de lotissements ou de zones d'aménagement,
- aux travaux de déplacement de canalisations non liés aux besoins du service,

- aux travaux d'adaptation du réseau et de ses ouvrages annexes, liés aux travaux de voirie,
- aux travaux liés à la défense incendie,
- aux travaux expressément demandés par les communes,

seront fixées par délibération du comité syndical, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

Article 5. - Lorsque le syndicat sera appelé à contracter un emprunt destiné au financement d'investissements, dans le cas où l'établissement prêteur demande une garantie de remboursement, celle-ci sera répartie entre les communes adhérentes au prorata de la moyenne des consommations d'eau potable de chaque commune facturées au cours des trois années précédentes.

Article 6. - Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat des eaux de Sommerviller - Vitrimont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LUNEVILLE, le 23 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables en sous-préfecture.

ARRETE DU 23 JANVIER 2006 APPROUVANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE PARROY HENAMENIL DANS LE CADRE DE LA PRISE DE COMPETENCE « ACCUEIL PERISCOLAIRE »

LE PREFET DE MEURTHE-et-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 1976 portant création du syndicat intercommunal scolaire de Parroy Hénaménil ;

VU la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal scolaire de Parroy Hénaménil du 4 juillet 2005 approuvant les modifications statutaires afin de créer un accueil périscolaire ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

BATHELEMONT LES BAUZEMONT en date du 3 octobre 2005 ;

BAUZEMONT en date du 31 août 2005 ;

HENAMENIL en date du 19 août 2005 ;

MOUACOURT en date du 1^{er} septembre 2005 ;

PARROY en date du 31 août 2005 ;

XURES en date du 26 septembre 2005 ;

VU la délibération défavorable du conseil municipal de Coincourt en date du 26 août 2005

CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

A R R E T E

Article 1^{er}. - L'article 5 des statuts est complété comme suit :

Le syndicat est également compétent en matière d'« accueil périscolaire : accueil matin, midi et soir, hors temps scolaire, avec activités dans le cadre des projets éducatifs ; cantine à midi les lundi, mardi, jeudi et vendredi.

La gestion de cette activité peut être confiée à une association agréée dans le cadre d'une convention de partenariat. »

Le reste est inchangé.

Article 2. - Les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

Article 3. - Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal scolaire de Parroy Hénaménil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LUNEVILLE, le 23 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables en sous-préfecture.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

DELIBERATION N° 33 / 05 DU 19 AVRIL 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DU CHU DE NANCY D'EVOLUTION D'UN SCANOGRAPHE DU SERVICE DE RADIOLOGIE DE L'HOPITAL DE BRABOIS

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 31 octobre 2004 présenté par Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY en vue d'obtenir l'évolution de 8 à 64 canaux du scanographe du service de radiologie de l'hôpital de Brabois, appareil autorisé le 17 octobre 2000 et mis en service le 22 avril 2002,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 31 mars 2005,

CONSIDERANT que l'activité réalisée sur cet appareil est importante,

CONSIDERANT que les modifications demandées permettront une qualité renforcée des images, une augmentation de la rapidité des examens, une meilleure coordination avec les services cliniques, et ouvriront des perspectives en matière de recherche,

CONSIDERANT que l'évolution de cet appareil est justifiée et qu'elle ne modifie pas la carte sanitaire relative aux scanographes,

D E C I D E

D'autoriser le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à modifier le scanographe du service de radiologie de l'hôpital de Brabois, appareil autorisé le 17 octobre 2000 et mis en service le 22 avril 2002 pour le porter de 8 à 64 canaux.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 34 / 05 DU 19 AVRIL 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SOCIETE DE FAIT DES DOCTEURS MARQUIS, KESSLER ET BAUMANN A NANCY DE REMPLACEMENT DE L'APPAREIL DE TELE GAMMATHERAPIE PAR UN ACCELERATEUR DE PARTICULES DE 18 MEV

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 31 octobre 2004 présenté par Madame la Responsable de la Société de Fait des Docteurs MARQUIS, KESSLER et BAUMANN à NANCY en vue d'obtenir le remplacement de l'appareil de télé gammathérapie dont l'autorisation a été renouvelée le 26 janvier 1998 par un accélérateur de particules de 18 MEV,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 31 mars 2005,

CONSIDERANT que cette demande est conforme aux nouvelles orientations législatives qui préconisent le remplacement des appareils de télé gammathérapie par des accélérateurs de particules,

CONSIDERANT que l'activité réalisée justifie le maintien de deux appareils sur le site,

CONSIDERANT que le remplacement demandé répond aux besoins de qualité et de sécurité pour les patients, d'opportunité grâce à l'utilisation de deux appareils équivalents, et de santé publique pour un site hautement spécialisé en cancérologie,

CONSIDERANT que le remplacement de cet appareil est justifié et qu'il ne modifie pas la carte sanitaire relative aux appareils de radiothérapie,

D E C I D E

D'autoriser la Société de Fait des Docteurs MARQUIS, KESSLER et BAUMANN à NANCY à remplacer l'appareil de télé gammathérapie dont l'autorisation a été renouvelée le 26 janvier 1998 par un accélérateur de particules de 18 MEV.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 18 DU 4 JANVIER 2006 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 17 du 13 mai 2005 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU ;

VU la proposition de Monsieur Y. BOUYSET, Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU relative à la candidature de Monsieur VIRION Michel en tant que 3^{ème} représentant des usagers ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration**
Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général**
Monsieur Jean-Marie ULRICH, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Claude GUILLERME, Maire de LAXOU, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2007,
Madame Dominique OLIVIER, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**
Monsieur Didier VADOT, représentant la commune de LAXOU, fin du mandat mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil régional**
Madame Claudine BARTHELEMY Claudine, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Le président et le vice-président de la CME**
Président : Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Praticien Hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,
Vice-Président : Monsieur le Docteur Philippe MORET, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 6 Deux autres membres de la CME**
- Monsieur le Docteur Didier BEAU, praticien hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,
- Monsieur le Docteur Claude DEMOGEOT, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
Monsieur Pascal NICOLLE, infirmier, fin du mandat en avril 2008.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
Monsieur Luc FERRETTI, infirmier, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 1^{er} janvier 2008,
Monsieur Michel COLLIN, cadre de santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 1^{er} janvier 2008,
Monsieur Claude ROMBACH, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 1^{er} janvier 2008.

9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Madame Chantal DEHAYE, Présidente de l'Association du Grand Sauvoy, fin du mandat en juin 2007,

Monsieur Jean-Paul SCHLITTE, médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2007.

Madame Sidonie BAUDOT, infirmière libérale, fin du mandat en avril 2007

10 Deux représentants des usagers

Monsieur André MARCHAND, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), fin du mandat en avril 2007,

Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), fin du mandat en avril 2007,

Monsieur VIRION Michel, représentant l'AFTOC (Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs), fin du mandat en décembre 2006.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 17 du 13 mai 2005.

Article 3. - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 4 janvier 2006

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE**

**ARRETE REFUSANT A L'ASSOCIATION MOSELLANE D'AIDE AUX PERSONNES AGEES L'AUTORISATION DE CREER
UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A HOMECOURT**

LE PREFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le dossier reconnu complet le 31 janvier 2005 présenté par l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées (AMAPA) siégeant 32, avenue de la liberté LE BAN SAINT MARTIN - B.P. 20033 - 57056 METZ CEDEX 2, tendant à la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 72 lits d'hébergement dont 4 d'hébergement temporaire et de 2 places d'accueil de jour à HOMECOURT ;

VU l'avis émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 2 juin 2005 ;

CONSIDERANT que le projet prévoit la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à HOMECOURT d'une capacité de 72 lits d'hébergement dont 4 d'hébergement temporaire et de 2 places d'accueil de jour ;

CONSIDERANT que le projet prévoit l'ouverture d'une unité d'accueil pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et des modalités de travail en réseau ;

CONSIDERANT que les moyens proposés répondent aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gérontologique 2002-2006 pour le territoire de BRIEY et satisfont au cahier des charges annexé au schéma ;

CONSIDERANT que le promoteur présente toutes les garanties nécessaires pour la construction et la gestion de la structure ;

CONSIDERANT que l'opération respecte les critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leur famille ;

CONSIDERANT que le nombre de postes d'encadrement et le coût de fonctionnement prévisionnel devront être négociés dans le cadre d'une convention tripartite avant l'ouverture de la structure ;

CONSIDERANT cependant que les dispositions de l'article L 313-4 du code de l'action sociale et des familles prévoient notamment que l'autorisation initiale est accordée si le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées selon le cas aux articles L 313-8, L 314-3 et L 313-4, au titre de l'exercice correspondant à la date de la dite autorisation ;

CONSIDERANT que le montant de la dotation de crédits de fonctionnement notifiée à la Meurthe-et-Moselle, compte tenu de la nécessité de financer les conventions tripartites signées avec les établissements de Meurthe-et-Moselle, ne permet pas de financer le coût des prestations du projet de l'AMAPA à la charge des organismes de sécurité sociale, et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine de ce projet est incompatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales pour 2005 adopté par l'assemblée départementale au cours de sa session du 31 janvier 2005, et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, du Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et du Directeur de la Direction de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département ;

A R R E T E N T

Article 1 : L'autorisation de créer à HOMECOURT un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 74 places comprenant 68 lits d'hébergement permanent, 4 lits d'hébergement temporaire et 2 places d'accueil de jour, sollicitée par l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées, est refusée.

Article 2 : Si le coût de fonctionnement du projet se révèle, dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision, en tout ou partie, compatible avec le montant de la dotation annuelle de crédits d'assurance maladie dévolue à la Meurthe-et-Moselle et avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales délibéré par l'assemblée départementale, l'autorisation pourra être accordée, en tout ou partie, sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des services du département de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées.

NANCY, le 14 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

Pour le Président du Conseil Général,
Le Vice-Président Délégué,
Alain CASONI

ARRETE N° DISAS -SHD- REFUSANT A L'ASSOCIATION MOSELLANE D'AIDE AUX PERSONNES AGEES L'AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A HUSSIGNY-GODBRANGE

LE PREFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le dossier reconnu complet le 31 janvier 2005 présenté par l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées (AMAPA) siégeant 32, avenue de la liberté LE BAN SAINT MARTIN - B.P. 20033 - 57056 METZ CEDEX 2, tendant à la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 58 lits d'hébergement permanent dont une unité de vie de 12 lits pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, 2 lits d'hébergement temporaire et de 1 place d'accueil de jour à HUSSIGNY-GODBRANGE ;

VU l'avis émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 2 juin 2005 ;

CONSIDERANT que le projet prévoit la création d'un EHPAD à HUSSIGNY-GODBRANGE d'une capacité de 58 lits d'hébergement permanent dont une unité de vie de 12 lits pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, 2 lits d'hébergement temporaire et de 1 place d'accueil de jour ;

CONSIDERANT que le projet prévoit une unité d'accueil de 12 places pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et du travail en réseau ;

CONSIDERANT que les moyens proposés répondent aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gériatrique 2002-2006 pour le territoire de LONGWY et satisfont au cahier des charges annexé au schéma ;

CONSIDERANT que le promoteur présente toutes les garanties nécessaires pour la construction et la gestion de la structure envisagée ;

CONSIDERANT que l'opération respecte les critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leur famille ;

CONSIDERANT que le nombre de postes d'encadrement et le coût de fonctionnement prévisionnel devront être négociés dans le cadre d'une convention tripartite avant l'ouverture de la structure ;

CONSIDERANT cependant que les dispositions de l'article L 313-4 du code de l'action sociale et des familles prévoient notamment que l'autorisation initiale est accordée si le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées, selon le cas, aux articles L 313-8, L 314-3 et L 313-4, au titre de l'exercice correspondant à la date de la dite autorisation ;

CONSIDERANT que le montant de la dotation de crédits de fonctionnement notifiée à la Meurthe-et-Moselle, compte tenu de la nécessité de financer les conventions tripartites signées avec les établissements de Meurthe-et-Moselle, ne permet pas de financer le coût des prestations du projet de l'AMAPA à la charge des organismes de sécurité sociale, et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine de ce projet est incompatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales pour 2005 adopté par l'assemblée départementale au cours de sa session du 31 janvier 2005, et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture, du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, du Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et du Directeur de la Direction de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département ;

A R R E T E N T

Article 1 : L'autorisation de créer à HUSSIGNY-GODBRANGE un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 61 places comprenant 58 lits d'hébergement permanent, dont une unité de vie de 12 lits pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, 2 lits d'hébergement temporaire et 1 place d'accueil de jour, sollicitée par l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées, est refusée.

Article 2 : Si le coût de fonctionnement du projet se révèle, dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision, en tout ou partie compatible avec le montant de la dotation annuelle de crédits d'assurance maladie dévolue à la Meurthe-et-Moselle et avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales délibéré par l'assemblée départementale, l'autorisation pourra être accordée, en tout ou partie, sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées.

NANCY, le 14 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

Pour le Président du Conseil Général,
Le Vice-Président Délégué,
Alain CASONI

ARRETE REFUSANT A L'ASSOCIATION HOSPITALOR L'AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A VILLE-HOUDLEMONT

LE PREFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le code de l'action sociale et des familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissement ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le dossier reconnu complet le 31 mai 2005, présenté par l'association HOSPITALOR dont le siège est situé rue Ambroise Paré, BP 20204, 54 506 SAINT-AVOLD CEDEX,

VU l'avis favorable émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 25 octobre 2005 ;

CONSIDERANT que le projet prévoit la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (E.H.P.A.D.) à VILLE-HOUDLEMONT d'une capacité de 66 places comprenant 60 places d'hébergement permanent, dont une unité de vie de 12 lits pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, 4 places d'hébergement temporaire et 2 places d'accueil de jour

CONSIDERANT l'intérêt du projet pour répondre aux besoins d'hébergement de personnes âgées dépendantes dans le secteur du PAIS/CLIC de LONGWY actuellement sous équipé ;

CONSIDERANT que le projet répond ainsi aux besoins médico-sociaux fixés par le schéma gérontologique 2002-2006 pour le territoire de LONGWY, qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par la réglementation, qu'il présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu ;

CONSIDERANT cependant que le montant de la dotation de crédits de fonctionnement notifiée à la Meurthe-et-Moselle, compte tenu de la nécessité de financer les conventions tripartites signées avec les établissements de Meurthe-et-Moselle, ne permet pas de financer le coût des prestations du projet de l'association Hospitalor à la charge des organismes de sécurité sociale et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

CONSIDERANT également que le coût de fonctionnement en année pleine de ce projet est incompatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales pour 2005 adopté par l'assemblée départementale au cours de sa session du 31 janvier 2005, et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture, de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle et du directeur de la direction de la solidarité et de l'action sociale du département ;

ARRETEMENT

ARTICLE 1 : L'autorisation de créer à VILLE-HOUDLEMONT un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 66 places comprenant 60 places d'hébergement permanent, dont une unité de vie de 12 lits pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, 4 places d'hébergement temporaire et 2 places d'accueil de jour, sollicitée par l'association HOSPITALOR, est refusée.

ARTICLE 2 : Si le coût de fonctionnement du projet se révèle, dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision, en tout ou partie compatible avec le montant de la dotation annuelle de crédits d'assurance maladie dévolue à la Meurthe-et-Moselle et avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales délibéré par l'assemblée départementale, l'autorisation pourra être accordée, en tout ou partie, sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy, 5 place Carrière 54 036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'association HOSPITALOR.

NANCY, le 6 janvier 2006

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

Le Président du Conseil Général,

Michel DINET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE

ARRETE DDASS / AES / N°2717 AUTORISANT L'EXTENSION DE LA CAPACITE D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le dossier transmis le 22 octobre 2004, dans le cadre de la signature de la convention tripartite, par le Centre de Moyen Séjour de FAULX tendant à la transformation des 155 lits de maison de retraite et des 15 lits de l'unité de soins de longue durée en un unique établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 170 lits ;

VU la demande du 10 février 2005 du Centre de moyen séjour de FAULX sollicitant l'extension de sa capacité d'hébergement médico-social pour personnes âgées dépendantes pour 15 places supplémentaires ;

VU la convention tripartite pluriannuelle signée le 05 septembre 2005 relative au fonctionnement de la maison de retraite gérée par le Centre de Moyen Séjour de FAULX ;

CONSIDERANT que l'extension sollicitée de 15 places supplémentaires constitue une extension non importante d'un établissement médico-social et que de ce fait ce projet n'est pas soumis à l'avis du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale ;

CONSIDERANT que le montant de la dotation de crédits d'assurance maladie destinée à la Meurthe-et-Moselle en 2005 permet de financer le coût des prestations du projet d'extension sus visé du Centre de Moyen Séjour de FAULX à la charge des organismes de sécurité sociale ;

CONSIDERANT que la date d'effet de l'extension de capacité pour laquelle l'autorisation est demandée peut être fixée au 1^{er} janvier 2006 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

Article 1 : L'extension de capacité de 15 places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes demandée par le Centre de Moyen séjour de FAULX est autorisée à compter du 1^{er} janvier 2006.

Article 2 : L'autorisation est accordée sous réserve d'une visite de conformité à réaliser conformément à l'article L. 313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, en ce qui concerne l'organisation des soins.

Article 3 : La présente autorisation vaut autorisation de dispenser des prestations prises en charge par les organismes de sécurité sociale pour l'ensemble de la capacité autorisée, soit 170 places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Article 4 : La présente autorisation sera réputée caduque si celle-ci n'a pas été mise en œuvre avant l'expiration d'un délai de trois ans.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place Carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée au Directeur du Centre de Moyen séjour de FAULX.

NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

ARRETE DDASS / AES / N°2914 PORTANT TRANSFERT AU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC « BIEN VIEILLIR EN PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS » DE L'AUTORISATION DE CREATION DU SSIAD DE COLOMBEY-LES-BELLES PRECEDEMENT ACCORDEE A L'ASSOCIATION « AVENIR ET DEFENSE DU CANTON DE COLOMBEY-LES-BELLES »

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU l'ordonnance n° 2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU les articles R 313-1 et suivants relatifs à la procédure de création, de transformation ou d'extension des établissements sociaux et médico-sociaux ;

VU les dispositions du décret 2004-613 du 25 juin 2004 codifiées au code de l'action sociale et des familles relatives aux conditions de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile ;

VU le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la demande de transfert d'autorisation du service de soins infirmiers à domicile de Colombey-les-Belles résultant des délibérations concordantes :

- du conseil d'administration du groupement d'intérêt public « Bien vieillir en Pays de Colombey et du Sud-Toulois » du 07 février 2005 reçue le 15 juin 2005,
- du bureau de l'association « Avenir et défense du canton de Colombey-les-Belles » du 27 mai 2005 reçue le 15 juin 2005 ;

VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 04 décembre 2002 autorisant l'association « Avenir et Défense du canton de Colombey-les-Belles » à porter la capacité du service de soins infirmiers à domicile à 26 places à compter du 1^{er} décembre 2002 ;

CONSIDERANT que le transfert de l'autorisation de création du service de soins infirmiers à domicile de Colombey-les-Belles permet une amélioration de la coordination des structures intervenant dans la prise en charge des personnes âgées dans le secteur gériatrique du Sud-Toulois ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : L'autorisation de création d'un service de soins infirmiers à domicile de Colombey-les-Belles et par conséquent l'autorisation de fonctionner, initialement délivrée à l'association « Avenir et défense du canton de Colombey-les-belles » est transférée, à compter du 1^{er} janvier 2006, au groupement d'intérêt public « Bien vieillir en Pays de Colombey et du Sud-Toulois ».

Article 2 : La capacité autorisée du service de soins infirmiers à domicile de Colombey-les-Belles n'est pas modifiée et reste fixée à 26 places.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée au Président de l'association « Avenir et Défense du canton de Colombey-les-Belles » et au Président du groupement d'intérêt public « Bien vieillir en Pays de Colombey et du Sud-Toulois ».

NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N° 02 DU 12 JANVIER 2006 - SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 84-1191 du 29 décembre 1984 modifié relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère de l'agriculture ;

VU le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 2 mai 2002 modifié, portant règlement de comptabilité du ministère de l'agriculture et de la pêche, pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministère de l'agriculture et de la pêche du 14 septembre 2004 nommant M. Yves ROYER directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 donnant délégation de signature à M. Yves ROYER au titre de l'ordonnancement secondaire ;

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : Pour les programmes pour lesquels il a reçu délégation de signature par arrêté préfectoral du 9 janvier 2006, M. Yves ROYER, ingénieur en chef du génie rural des eaux et forêts, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, subdélègue sa signature à :

- M. Philippe PETITJEAN Chef de mission
 Adjoint au directeur
 Chef du service de l'économie agricole et de l'aménagement foncier

ARTICLE 2 : En cas d'empêchement ou d'absence simultanés de MM. Yves ROYER et Philippe PETITJEAN, subdélégation est donnée à Mme Marie-Clothilde KIPP, secrétaire générale.

ARTICLE 3 : Subdélégation permanente est donnée à Mme Marie-Clothilde KIPP, secrétaire générale à effet de signer l'ensemble des documents mentionnés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 relatifs au programme 154 « gestion durable de l'agriculture, de la pêche et du développement rural ».

ARTICLE 4 : Le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et chacun des fonctionnaires ci-dessus désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

NANCY, le 12 janvier 2006

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE DDSV 54- DR/06-03

LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES DE MEURTHE ET MOSELLE

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;
Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20,21 et 28 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;
Vu l'arrêté ministériel du 7 mars 2002 portant nomination de Madame Régine MARCHAL-NGUYEN en qualité de directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant délégation de signature à Mme la directrice départementale des services vétérinaires au titre de l'ordonnancement secondaire ;
Vu l'arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 14 janvier 2005 ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Subdélégation de signature est accordée à l'effet de signer en mon nom les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 modifié d'autre part en ce qui concerne les crédits imputés sur le budget de l'agriculture (code 03) et au titre du programme 206 « sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation (chapitre 0206) à Madame Catherine NICOLEY, adjointe à la directrice, chef du service environnement ;

ARTICLE 2 : En cas d'empêchement ou d'absence simultanés de MMes Régine MARCHAL-NGUYEN et Catherine NICOLEY, la subdélégation visée à l'article 1 est donnée à M. Yves LAMBERT, chef du service santé et protection animales ;

ARTICLE 3 : Subdélégation permanente est donnée à Mme Marie-Clothilde KIPP, secrétaire générale à effet de signer l'ensemble des documents mentionnés à l'article 1 du présent arrêté ;

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral de subdélégation de signature du 14 janvier 2005 est abrogé.

ARTICLE 5 : Le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des services vétérinaires et chacun des fonctionnaires ci-dessus désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

MALZEVILLE, le 13 janvier 2006

La Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Dr R. MARCHAL-NGUYEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi 2001-152 du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu la circulaire interministérielle du 22 novembre 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu le décret N° 2003-384 du 23 avril 2003 relatif à l'agrément des entreprises solidaires et modifiant le code du travail, publié au Journal Officiel du 25 avril 2003 donnant délégation de compétence aux Préfets de départements ;

Vu l'article L 443-3-1 du code du travail ;

Vu la demande présentée le 10 novembre 2005 par M. COLOMBAT Jean-Luc, Président du GESVAL (groupement d'employeurs des services du Val de Lorraine - Maison de la Formation - 8 rue de la Poterne- 54700 PONT-à-MOUSSON.

DECIDE

Article 1er : GESVAL (groupement d'employeurs des services du Val de Lorraine)

sise - Maison de la Formation - 8 rue de la Poterne- 54700 PONT-à-MOUSSON.

siret 437 981 699 00022 - code APE 913 E

est agréé en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de **deux ans** à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cet arrêté qui sera notifié à l'association et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

NANCY, le 16 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL

LE PREFET DE MEURTHE -ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi 2001-152 du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu la circulaire interministérielle du 22 novembre 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu le décret N° 2003-384 du 23 avril 2003 relatif à l'agrément des entreprises solidaires et modifiant le code du travail, publié au Journal Officiel du 25 avril 2003 donnant délégation de compétence aux Préfets de départements ;

Vu l'article L 443-3-1 du code du travail ;

Vu la demande présentée le 27 octobre 2005 par M. GRIVEL Claude, Président de l'Association CARREFOUR DES PAYS LORRAINS -7 rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES

DECIDE

Article 1er : CARREFOUR DES PAYS LORRAINS -7 rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES

siret 383 258 050 000 38 - code APE 913 E

est agréé en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de **deux ans** à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et la Directrice départementale du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cet arrêté qui sera notifié à l'association et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

NANCY, le 16 janvier 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME SIAM

LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE DE NANCY

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,
VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret n° 69-14 du 6 janvier 1969,
VU le décret n° 85-420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de sécurité sociale,
VU l'avis délivré par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés à la suite de sa délibération n° 88-31 du 22 mars 1988,
VU la décision du 22 avril 1988 du Directeur de la CNAM relative à la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie d'un système d'analyse de fichiers (SIAM),
VU la décision de la CNIL n° 89-117 du 24 octobre 1989 relative à la création d'un répertoire national de thèmes de recherche utilisables dans le cadre du système SIAM,
VU la décision du 8 novembre 1989 du Directeur de la CNAMTS relative au répertoire nationale des thèmes de recherche utilisables dans le cadre du système SIAM,
VU la déclaration d'adhésion de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY au système SIAM en date du 20 septembre 1991 et l'avis de la CNIL réputé favorable à compter du 24 novembre 1991,
VU l'avis favorable de la CNIL relatif à la liste de thèmes présentés,

D E C I D E

Article 1^{er} - Les thèmes de recherche :

- Assistance respiratoire à domicile,
- Endoscopie digestive,
- Contrôle des séjours d'une journée en établissements privés,
- Cumul d'actes,
- Cumul de prestations ambulatoires avec un forfait,
- Honoraires de surveillance et actes en K (cumul)
- Honoraires d'assistance opératoire,
- Forfaits de salle d'opération,
- Bilans biologiques pré-opératoires,
- Honoraires de réanimation continue,
- Honoraires facturés pendant les 15 jours suivant une anesthésie,
- Actes de diagnostic et exonération du ticket modérateur,
- Anesthésies péridurales,
- Actes effectués par les pédiatres en service maternité,
- Majorations de nuit ou de dimanche en cliniques privées,
- Chambres d'isolement en maisons de santé mentale,
- Chimiothérapie intensive en maison de santé mentale,
- Pharmacie en maison de repos,
- Cumul des remboursements de pharmacie ou de soins infirmiers en SCM,
- Consommation médicale en établissement d'hébergement pour personnes âgées,
- Soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- Prise en charge CMPP et soins ambulatoires d'orthophonie,
- Dérogation d'âge dans les établissements pour enfants inadaptés,
- Forfaits de séances en CMPP,
- Echographies au cours de la grossesse,
- Dialyse à domicile,
- Activité d'un praticien, d'un auxiliaire médical, d'un tiers,
- Frais de séjours en cliniques privées : facturation en double,
- Consommation médicale de soins infirmiers,
- Consommation médicale de soins d'orthophonie,
- Consommation médicale de soins de masso-kinésithérapie,
- Application du décret n° 86-1378 (plan de rationalisation),
- F.S.O. liés aux actes d'odonto-stomatologie en clinique privée,
- Centres de soins infirmiers,
- Urgences médicales,

décrits en annexe sont mis en œuvre dans la circonscription de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, dans le cadre du programme SIAM.

Article 2 - Le droit d'accès prévu par la loi du 6 janvier 1978 s'exercera auprès du Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

Les thèmes de recherche seront publiés dans la presse locale et dans le recueil départemental des actes administratifs.

Les thèmes de recherche utilisés seront tenus à la disposition du public par affichage dans les locaux fréquentés par les assurés.

Article 3 - La présente décision sera portée à la connaissance des intéressés par affichage dans les locaux de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

Le droit d'accès aux informations contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées, il s'exercera auprès du Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, 9 boulevard Joffre à Nancy.

En outre, toute personne se voyant opposer les résultats de l'exploitation d'informations découlant de la mise en œuvre des présents thèmes fera l'objet d'une information individualisée lui faisant savoir qu'elle a le droit de connaître et de contester les raisonnements utilisés.

NANCY, le 17 janvier 1994

Le Directeur,
J.L. PETIT

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION « ETUDES STATISTIQUES » DU SYSTEME SIAM

LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE DE NANCY

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,
VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret n° 69-14 du 6 janvier 1969,
VU le décret n° 85-420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de sécurité sociale,

VU l'avis délivré par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés à la suite de sa délibération n° 88-31 du 22 mars 1988,
 VU la décision du 22 avril 1988 du Directeur de la CNAM relative à la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie d'un système d'analyse de fichiers (SIAM),
 VU la déclaration d'adhésion de la CPAM de NANCY au système SIAM en date du 20 septembre 1991 et l'avis de la CNIL réputé favorable à compter du 24 novembre 1991,
 VU l'avis favorable de la CNIL en date du 16 juillet 1993,

D E C I D E

Article 1^{er} - La fonction « Etudes statistiques non nominatives », décrite en annexe est mise en œuvre dans la circonscription de la CPAM de NANCY, dans le cadre du programme SIAM.

Article 2 - Le droit d'accès prévu par la loi du 6 janvier 1978 s'exercera auprès du Directeur de la CPAM de NANCY.

Article 3 - La CPAM de NANCY s'engage :

- à n'utiliser que les seuls quatre groupes de données mentionnées dans la décision du 22 avril 1988 de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie,
- à ne pas interroger les bases de SIAM en introduisant des critères de sélection ne figurant pas dans les quatre groupes de données précitées et provenant de fichiers extérieurs,
- à prohiber tout affichage de données nominatives en cours d'interrogation,
- à ne pas aboutir à des résultats faisant apparaître une population identifiable de façon précise en raison d'échantillons d'étude trop réduits,
- à ne réaliser que des études portant uniquement soit sur les seuls assurés, soit sur les seuls professionnels de santé, soit sur les seuls établissements de soins, soit sur les seuls actes et prescriptions, en excluant toute combinaison de ces catégories de données.

Article 4 - La présente décision sera affichée dans les locaux de la CPAM de NANCY.

Elle décrira la fonction « Etudes statistiques non nominatives », notamment :

- les fichiers et les informations concernés,
- les types de raisonnement utilisés,
- la liste des informations produites,
- la liste des informations non disponibles en cours de traitement ou dans les fichiers résultats.

NANCY, le 17 janvier 1994

Le Directeur,
 J.L. PETIT

**Annexe 1 à l'acte réglementaire concernant la description de la fonction « Etudes statistiques »
 du système informationnel de l'assurance maladie (SIAM)**

1 - Fichiers et informations

Voir copie de la décision initiale de mise en œuvre du système ci-joint.

2 - Types de raisonnement utilisés

Les différents travaux statistiques envisageables sont définis comme suit :

2.1 - Somme de valeurs

Exemple : recherche du montant total des consultations remboursées par la caisse au titre de la législation des assurances sociales :
 Select sum (remmnt-act) from vact where prsnat-act = « C » and assnat-act = « AS »

Résultat du traitement : 93 307 F

Expression 1

93 307

2.2 - Dénombrements

Exemple : comptage du nombre total de personnes protégées présentes au fichier :
 Select count (assmac-ben, benidf-ben) from vben

Résultat du traitement : 1 639 personnes protégées

Expression 1

1 639

2.3 - Répartition de variables en classes

Exemple : comptage du nombre de personnes protégées par tranche d'âge :
 Select agecls-ben, count (agecls-ben) from vben group by agecls-ben

Résultat du traitement : pyramide des âges de l'ensemble de la population protégée

(classe d'âge) AGCECLS-BEN	(nombre d'individus) EXPRESSION 1
00	4
01	70
05	105
10	83
15	125
20	199
25	146
30	135
35	132
40	107
45	76
50	70
55	89
60	87
65	67
70	35
75	41
80	37
85	21
90	6
95	3
CT	1

2.4 - Croisement de variables

Exemple : dénombrement des personnes protégées par sexe et par tranche d'âge :

Select bensex-ben, agecls-ben, count (agecls-ben) from vben group by bensex-ben

(sexe) bensex- ben	(classe d'âge) agecls-ben	(nbre d'individus expres- sion 1	Bensex- ben	agecls-ben	expres- sion 1
1	00	3	2	00	1
1	01	38	2	01	32
1	05	53	2	05	52
1	10	43	2	10	40
1	15	63	2	15	62
1	20	104	2	20	95
1	25	68	2	25	78
1	30	62	2	30	73
1	35	59	2	35	73
1	40	48	2	40	59
1	45	38	2	45	32
1	50	36	2	50	34
1	55	35	2	55	54
1	60	38	2	60	49
1	65	22	2	65	45
1	70	12	2	70	23
1	75	11	2	75	30
1	80	12	2	80	25
1	85	5	2	85	16
1	90	1	2	90	5
			2	95	3
			2	CT	1

2.5 - Moyennes

Exemple : recherche du montant moyen de la base de remboursement par consultation au titre de la législation des assurances sociales :
select avg (rembse-act) from vact where prsnat-act = « C » and asunat-act = « AS »

Résultat du traitement : 93,67 F

Expression 1

93.6712

3 - Liste des informations produites**3.1 - Caractéristiques générales de la population assurée**

- âge
- sexe
- régime et caisse d'affiliation
- nature d'exonération du ticket modérateur (maternité, affection de longue durée, etc...)
- commune de résidence
- qualité des bénéficiaires (conjoint, enfant, etc...)

3.2 - Consommation d'actes ou de prescriptions

- nature de la prestation (consultation acte infirmier, etc...)
- quantité
- coefficients
- lieu d'exécution
- date des soins
- soins en rapport avec une affection de longue durée
- type d'assurance (maladie, maternité, etc...)

3.3 - Ventilation des prestations versées

- centre de paiement
- montant de la dépense
- base de remboursement
- taux de remboursement
- nature du destinataire du règlement (assuré ou tiers)
- quantième de liquidation

3.4 - Hospitalisation

- dates d'entrée et de sortie
- nature de l'hospitalisation
- discipline et activité
- taux de prise en charge

4 - Liste des informations non disponibles en cours de traitement ou dans les fichiers résultats**4.1 - Assurés et ayants droit**

- matricule
- clé
- date de naissance
- identification du bénéficiaire

4.2 - Professionnels de santé (prescripteurs ou exécutants)

- matricule
- clé
- n° national d'identification
- n° pivot

- durée, volume des droits et nature de modulation ou d'exonération du T.M.	x			x
- existence d'un accident dans lequel un tiers est impliqué	x			x
- catégorie de nationalité (français, CEE ou autre)	x	x		
- nature et montant des retenues sur prestations				x
- nature et réf. du décompte de prestations				x
- sélection du décompte de prestations dans le cadre du contrôle a priori				x
- nature du rattachement de l'assuré à la caisse	x			

**DELIBERATION N° 96-002 DU 16 JANVIER 1996 PORTANT AVIS SUR UN PROJET D'ACTE REGLEMENTAIRE MODIFICATIF
PRESENTE PAR LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAMTS)
RELATIF AU SYSTEME INFORMATIONNEL DE L'ASSURANCE MALADIE (SIAM) - DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE N° 104917**

LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

VU la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

VU la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie,

VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret du 6 janvier 1969,

VU les conventions nationales à organiser les rapports entre les établissements et professions de santé et les caisses d'assurance maladie,

VU la délibération n°88-31 du 22 mars 1988 concernant la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie du système SIAM,

VU la délibération n° 89-117 du 24 octobre 1989 portant avis sur la création d'un répertoire national de thèmes de recherche utilisables dans le cadre de SIAM,

VU la délibération n° 95-081 du 20 juin 1995 portant avis sur un projet d'acte réglementaire modificatif présenté par la CNAMTS relatif au système SIAM,

VU le projet d'acte réglementaire modificatif présenté par la CNAMTS,

APRES avoir entendu M. Maurice VIENNOIS en son rapport et Mme Charlotte-Marie PITRAT, commissaire du gouvernement, en ses observations,

CONSIDERANT que la commission a rendu le 22 mars 1988 un avis favorable à la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie, par la CNAMTS, d'un système d'analyse des fichiers, dénommé SIAM, dont l'objet est de permettre aux caisses d'améliorer leur connaissance statistique de l'activité des acteurs de santé et de la pertinence des contrôles réalisés, par le traitement automatisé de données issues de fichiers de gestion déjà déclarés,

CONSIDERANT que la commission s'est également prononcée favorablement le 24 octobre 1989 sur la création par la CNAMTS d'un répertoire national de 35 thèmes de recherche utilisables dans le cadre de SIAM,

CONSIDERANT que la CNAMTS a saisi la CNIL d'une demande d'avis modificative portant notamment sur l'adjonction de quatre nouveaux thèmes de recherche qui sont les suivants :

- le thème n° 36, intitulé « études à vocation statistique », a pour objet de réaliser des études dont les résultats ne sont pas nominatifs et qui concernent la population protégée, les professionnels de santé et les établissements,
- le thème n° 37 est consacré à la « commission médicale », sa finalité étant de réaliser des études économiques sur les actes et les soins consommés et de vérifier le respect de la réglementation ainsi que la détection des pratiques abusives ou frauduleuses,
- le thème n° 38 concerne « l'activité des professionnels de santé, des tiers et des établissements de soins », thème qui permettrait notamment l'étude du comportement d'un groupe de praticiens,
- le thème n° 39, intitulé « comportement des consommateurs » tend à étudier et à suivre le comportement des bénéficiaires de prestations tant d'un point de vue individuel que collectif,

CONSIDERANT que le comité médical paritaire national a émis un avis favorable sur ces nouveaux thèmes,

CONSIDERANT que la commission, avant de se prononcer sur l'adjonction de ces thèmes, a estimé nécessaire et a décidé, par délibération n° 95-080 et n° 95-081 du 20 juin 1995, de procéder à une visite sur place auprès d'une caisse primaire d'assurance maladie afin de mieux apprécier les modalités pratiques actuelles de fonctionnement de SIAM,

CONSIDERANT que la vérification sur place de ce traitement, effectuée le 30 juin 1995 auprès de la CPAM des Yvelines, a permis de constater que les conditions émises par la CNIL, lors des avis rendus sur ledit système, étaient dans leur ensemble respectées : qu'en particulier, l'accès au traitement était limité à un nombre restreint de personnes habilitées et qu'un dispositif de journalisation des interrogations avait été instauré,

CONSIDERANT que l'adjonction des quatre nouveaux thèmes au répertoire national est légitime et conforme aux missions dévolues aux caisses primaires et aux services médicaux,

CONSIDERANT qu'il importe, lors de la mise en œuvre d'un des thèmes du répertoire national, que les caisses primaires ou les services médicaux respectent l'ensemble des conditions formulées par la CNIL lors des avis rendus sur le système SIAM et qu'en particulier, elles procèdent à l'enregistrement systématique, selon une procédure journalière, des thèmes de recherche, critères et raisonnements programmés, à l'aide du système SIAM afin d'en permettre un contrôle a posteriori ; qu'ainsi les caisses doivent être en mesure de présenter à la CNIL, à sa demande et pour une période donnée, la liste des requêtes effectuées, en cours ou décidées ainsi que les actions entreprises sur le fondement de ces requêtes,

CONSIDERANT que, s'il n'y a plus lieu d'exiger des caisses primaires ou des services médicaux, lorsqu'ils mettent en œuvre un thème du répertoire national, de saisir la CNIL de la demande d'avis alléguée prévue par les délibérations n° 88-31 du 22 mars 1988 et n° 89-117 du 24 octobre 1989, toute utilisation du système SIAM pour la mise en œuvre de thèmes autres que ceux figurant dans le répertoire national devra, en revanche, faire l'objet d'une demande d'avis spécifique,

CONSIDERANT que, conformément à la délibération du 22 mars 1988, la mise en œuvre locale du système doit être précédée dans chaque circonscription de caisses, d'actions d'information auprès des assurés et professionnels de santé, précisant l'objet et les conditions d'utilisation de l'application ainsi que les conditions d'exercice du droit d'accès et de rectification telles que prévues aux articles 34 et suivants de la loi,

PRENANT acte de ce que les thèmes de recherche et de contrôle ainsi que les critères d'observation sont déterminés et évalués en concertation avec les représentants des assurés sociaux et des professionnels de santé, notamment dans le cadre des instances conventionnelles et des unions professionnelles dès lors que les thèmes de recherche et de contrôle relèvent du champ d'action de ces instances,

EMET un avis favorable au projet d'acte réglementaire modificatif présenté par la CNAMTS.

Le Président,
J. FAUVET

**DECISION RELATIVE A LA MODIFICATION DE LA DECISION DU 8 NOVEMBRE 1989
REPERTOIRE NATIONAL DES THEMES DE RECHERCHE UTILISABLES DANS LE CADRE DU SYSTEME SIAM**

LE PRESIDENT DE LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES

VU la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,
VU la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie,
VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 27 décembre 1967 modifié par le décret n° 67-14 du 6 janvier 1969,
VU les conventions nationales destinées à organiser les rapports entre les établissements et professions de santé et les caisses d'assurance maladie,
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés LASER (avis tacite n° 84-130 - décision du 12 juillet 1984),
VU l'avis de la CNIL en date du 21 juin 1988 (délibération n° 88-69 - décision du 13 juillet 1988) sur le système central de traitement complémentaire de LASER « CONVERGENCE »,
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 22 mars 1988 (délibération n° 88-31) et du 24 octobre 1989 (délibération n° 89-117),
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 16 janvier 1996 (délibération n° 96-002),

D E C I D E

Article 1^{er} - Le répertoire national de thèmes de recherche annexé à la décision du 8 novembre 1989 est complété par quatre nouveaux thèmes :

- n° 36 - Etudes à vocation statistique
- n° 37 - La consommation médicale
- n° 38 - L'activité des professionnels de santé, des tiers et des établissements de soins
- n° 39 - Le comportement des consommateurs

Article 2 - La présente décision sera publiée au bulletin juridique de l'UCANSS, affichée dans les locaux des CPAM accessibles au public et portée à la connaissance des professionnels de santé et des établissements par l'intermédiaire des publications qui leur sont régulièrement adressées par les organismes d'assurance maladie.

PARIS, le 27 février 1996

J.C. MALLET

DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE RELATIF A UN TRAITEMENT AUTOMATISE D'INFORMATIONS NOMINATIVES

VU la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,
VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,
VU la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie,
VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 27 décembre 1967 modifié par le décret n° 67-14 du 6 janvier 1969,
VU les conventions nationales destinées à organiser les rapports entre les établissements et professions de santé et les caisses d'assurance maladie,
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés LASER (avis tacite n° 84-130 - décision du 12 juillet 1984),
VU l'avis de la CNIL en date du 21 juin 1988 (délibération n° 88-69 - décision du 13 juillet 1988) sur le système central de traitement complémentaire de LASER « CONVERGENCE »,
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 22 mars 1988 (délibération n° 88-31) et du 24 octobre 1989 (délibération n° 89-117),
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 16 janvier 1996 (délibération n° 96-002),
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (avis tacite n° 78-17 - décision du 21 mai 2002),

LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY

D E C I D E

Article 1 - A l'aide du programme MIAM, la CPAM interroge ses fichiers pour connaître des statistiques de consommations concernant une cohorte d'assurés suivis dans le cadre de l'étude.

Article 2 - La CPAM s'engage :

- à ne donner aucune information d'ordre strictement médical,
- à ne pas utiliser les données pour des fins propres (contrôle - gestion des risques...),
- à ne pas mémoriser les informations à l'issue de l'étude,
- à prohiber tout affichage de données nominatives en cours d'interrogation
- à ne transmettre aucune information sur l'identité des praticiens ou professionnels auteurs des actes médicaux ou paramédicaux.

Article 3 - Les informations sont transmises au Service Social. Toute les précautions nécessaires sont prises pour préserver la sécurité et l'anonymat des données lors du transfert.

Article 4 - Conformément à l'engagement qu'il a pris et qui est publié dans les locaux de la CPAM, le Service Social s'engage, au vu des signalements transmis, à ne les utiliser qu'à des fins de constitution de dossiers Prestations Supplémentaires.

Article 5 - La présente décision sera affichée dans les locaux de la CPAM de Nancy.

NANCY, le 21 mars 2002

Le Directeur,
H. MOLON

ANNEXE AU PROJET D'ACTE REGLEMENTAIRE**1 - THEME**

Arrêt de travail supérieur à 4 mois.

2 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Plan local (social) d'action concertée.

3 - OBJET

Proposition d'une aide aux assurés.

4 - POPULATIONS SELECTIONNEES

Assurés en arrêt de travail au-delà de 120 jours.

5 - PERIODE HISTORIQUE TRAITEE

6 mois.

6 - FICHIERS UTILISES

Historique des prestations

PROTOCOLE DE COLLABORATION CONCLU

Entre

- d'une part

le Service Social de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de Nancy représenté par Madame HOUARD, Chef de Service

Article 5 - La présente délégation se substitue à la délégation du 18 mai 2005.
Elle prend effet à la date du 9 janvier 2006, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.
Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 6 janvier 2006

Le Directeur Général,
Benoît PERICARD

AVIS DE CONCOURS

ARRETE N° 23/2006 - AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE 9 AUXILIAIRES DE PUERICULTURE (HOMMES OU FEMMES) AU RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le Code de la Santé Publique
Vu le Code de la Famille et de l'Aide Sociale,
Vu la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales, modifiée par la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
Vu le décret n° 89-241 du 18 avril 1989 modifié portant statut particulier des aides soignants et agents des services hospitaliers qualifiés de la fonction publique hospitalière,
Vu les vacances de postes d'aides soignants, emploi d'auxiliaire de puériculture au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle, sis 1a, rue Bel Air à LAXOU,
Sur la proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Un concours sur titres pour le recrutement de
9 auxiliaires de puériculture (hommes ou femmes)
est ouvert au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 2 : Peuvent faire acte de candidature :

- les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 5 de la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- les personnes titulaires du diplôme d'Auxiliaire de Puériculture.

ARTICLE 3 : Pour présenter leur candidature, les candidats disposent d'un délai de 1 mois à compter de la date de publication de l'avis de concours au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Les candidatures doivent être adressées dans ce délai, à l'adresse énoncée ci-dessous :

Monsieur le Directeur
RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE
1a, rue Bel Air - Boite postale n° 54
54526 - LAXOU CEDEX

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.
NANCY, le 19 janvier 2006

Le Président,
M. DINET

ARRETE N° 24/2006 - AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE 1 AIDE MEDICO-PSYCHOLOGIQUE (HOMME OU FEMME) AU RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le Code de la Santé Publique
Vu le Code de la Famille et de l'Aide Sociale,
Vu la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales, modifiée par la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
Vu le décret n° 89-241 du 18 avril 1989 modifié portant statut particulier des aides soignants et agents des services hospitaliers qualifiés de la fonction publique hospitalière,
Vu la vacance du poste d'aide soignant, emploi d'aide médico-psychologique au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle, sis 1a, rue Bel Air à LAXOU,
Sur la proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Un concours sur titres pour le recrutement de
1 Aide Médico-Psychologique (homme ou femme)
est ouvert au Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 2 : Peuvent faire acte de candidature :

- les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 5 de la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- les personnes titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'Aide Médico-Psychologique.

ARTICLE 3 : Pour présenter leur candidature, les candidats disposent d'un délai de 1 mois à compter de la date de publication de l'avis de concours au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Les candidatures doivent être adressées dans ce délai, à l'adresse énoncée ci-dessous :

Monsieur le Directeur
RESEAU EDUCATIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE
1a, rue Bel Air - Boite postale n° 54
54526 - LAXOU CEDEX

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.
NANCY, le 19 janvier 2006

Le Président,
M. DINET

RECTIFICATIF - OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN INFIRMIER(E) DIPLOME(E) D'ETAT DE CLASSE NORMALE ET CONSTITUTION DU JURY (REF : FK/NB 2005 - 476)

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS DE THAON LES VOSGES

Article 1^{er} : L'article 11 est modifié comme suit :

Le jury établit à l'issue de ses délibérations un procès verbal des résultats du concours ; il établira deux listes des candidats classés par ordre de mérite, déclarant admis :

- 1 candidat au titre de la liste principale. (NB : nombre maximum)

- 1 candidat au titre de la liste complémentaire. (NB : nombre maximum)

Cette liste complémentaire est valable un an à compter de la proclamation des résultats et elle permet de faire appel au candidat inscrit sur cette liste en cas d'impossibilité de nomination ou de démission ou de défection du candidat retenu par la liste principale, ou éventuellement, de pourvoir une vacance d'emploi survenant dans l'année qui suit le concours.

Article 2 : Le reste sans changement.

THAON-LES-VOSGES, le 6 février 2006

Le Président du C.A.,
Raymond DEGEMARD**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES****ARRETE S.G.A.R. N° 2005-280 EN DATE DU 29 JUIN 2005 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DU NORD-EST**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L 215-2 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 96-344 du 24 avril 1996 portant mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale et les articles L. 231-1 à L. 231-6 et D. 231-1 à D. 231-4 ;

VU le décret n° 2001-889 du 28 septembre 2001 relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et modifiant le Code de la Sécurité Sociale ;

A R R E T E**Article 1^{er}** : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- la C.G.T.

Titulaires : M. Jean PIERREL
M. Francis ROY
Suppléants : Melle Ghislaine STEPHANN
Mme Sylvette DUFILS née POCHET

- la CGT-FO

Titulaires : M. André PENAUD
M. Jacky BOYÉ
Suppléants : M. Daniel BOURET
M. Roger ZONCA

- la CFDT

Titulaires : M. Hubert ATTENONT
M. Gérard ROBINET
Suppléants : M. Patrick DELICOURT
M. Jean-François MEURVILLE

- la CFTC

Titulaire : Melle Caroline TYKOCZINSKY
Suppléant : M. Christian BIRON

- la CFE - CGC

Titulaire : M. Jean-Marie VARIOT
Suppléant : M. Roger VIOLETTI

- En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaire : M. Jean-Pierre CASTELLO
M. Hubert CHAZELLE
M. Jean-François CULOT
M. Philippe PERRIN
Suppléant : Mme Danielle DUBOIS
M. Alain REGAD
M. Grégoire MERMET

- sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaire : M. Yann OLLIVIER
Mme Chantal CHABREYROU
Suppléant : M. Jean-Claude SCHOSSELER
M. Julien CHEVRY

- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale

Titulaires : M. Robert BUGUET
M. André POIREL
Suppléants : M. Michel GERAULD
M. Jean-François PETIT

- En tant que représentants de la Fédération nationale de la mutualité française :

Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA

Suppléant : M. André DELABAERE

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de la région :

Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ

Mme Jacqueline CHATEAU

Mme Joëlle BACH

Mme Isabelle SALCIARINI

- En tant que représentants des associations familiales sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse :

Titulaire : M. Benoît MULLER

Suppléant : M. Daniel D'HIVER

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2005-79 du 4 mars 2005 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la Région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

METZ, le 29 juin 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

